

La Voix des Communistes



N° 29
2e semestre
2021
2 €

Journal central du **RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES - Marxistes Léninistes**

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

Les réformistes nous demandent d'attraper la lune



La fin des crises viendra...
... quand la classe ouvrière
aura abattu le pouvoir
de la classe capitaliste exploiteuse

SOMMAIRE

	Page
Lutte de classes et crise du capitalisme	4
Les travailleurs doivent s'organiser : politiquement en tant que classe et syndicalement pour la lutte revendicative.....	10
La signification politique de l'écologie	15
Palestine La question des perspectives stratégiques possibles.....	19
La situation au Moyen-Orient sous l'angle géopolitique et ses répercussions sur la lutte du peuple palestinien	28

Le Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes (ROCML) est né en 2010 d'un processus d'unification de militants communistes. Les militants ont comme base idéologique la théorie scientifique du marxisme-léninisme. Le PCF s'est écarté de la voie révolutionnaire et a mené les travailleurs à la défaite en trahissant leur cause. Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction d'un parti révolutionnaire pour tous les travailleurs de France. Il diffuse la *Voix des Communistes*, qui est son journal théorique et politique.

CONTACTS

**Rassemblement Organisé des
Communistes Marxistes Léninistes**

roc.ml@laposte.net

<http://rocml.org/>

ÉDITORIAL

Que ce soit sur le plan mondial ou en France, la situation reste mouvementée, et il ne peut pas en être autrement.

L'épidémie du coronavirus est loin d'être maîtrisée, surtout compte tenu des inégalités résultant de la domination de l'impérialisme (qui fait par exemple que certains pays envisagent des vaccinations avec une troisième dose, tandis que d'autres subissent un retard général dans les mesures appliquées, ne serait-ce que d'une première dose). Et la confusion règne en ce qui concerne autant les tractations entre gouvernements que les mouvements de protestation déclenchés directement ou indirectement par l'impact des problèmes sanitaires.

En France des conflits sociaux dont l'origine est antérieure (concernant le régime de retraite, de l'assurance-chômage, etc.) persistent, d'autres se développent sous l'influence des difficultés matérielles qui résultent des circonstances actuelles pour une grande partie de la population. Ils sont alimentés en même temps par la perspective des élections présidentielles de l'année à venir. Parallèlement les questions de l'écologie, venues à l'avant-plan depuis une dizaine d'années, trouvent une actualité renouvelée et élargie sous l'angle général des rapports entre l'Homme et la nature. Nous présentons des considérations critiques sur certains aspects en la matière.

Il se trouve que ce faisant nous sommes amenés à insister sur des points que nous avons déjà soulignés à d'autres occasions précédemment, mais nous considérons que la compréhension de ces constats est essentielle pour avancer vers l'objectif stratégique fondamental : la révolution prolétarienne, la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Ce n'est qu'ainsi que l'exploitation capitaliste et les crises économiques pourront être éliminées.

Le système du capitalisme impérialiste mondial est traversé par des facteurs déstabilisants produits par le contexte combiné de crise économique et de concurrence entre puissances impérialistes. Les contours géographiques des conflits se modifient, ce qui est particulièrement apparent pour les interventions et affrontements militaires. Les USA sont passés de la présidence de Trump à celle de Biden, ce qui modifie quelques aspects dans la "façon de faire", mais ne change rien

quant au fond, qui se résume comme dans le passé par la référence à la "grandeur de l'Amérique", c'est-à-dire des USA cherchant à garder leur rôle de puissance impérialiste dominante mondialement.

Le Moyen-Orient reste une région névralgique, avec des prolongements vers l'est qui en passant par l'Afghanistan et le Pakistan atteignent en fait la Chine. Nous avons consacré deux articles à la question de la Palestine et de la lutte du peuple palestinien, lutte qui s'affronte fondamentalement à l'occupation sioniste et l'État d'Israël, mais pour laquelle les perspectives et le rapport des forces sont exposés à l'impact de la constellation politique régionale.

En ce qui concerne les développements récents de la situation en Afghanistan, l'incertitude règne au sujet à la fois des intentions et des arrière-pensées des parties prenantes en rapport avec les conjectures hypothétiques sur les suites à venir. Le fait est que les commentateurs font souvent référence à des "trahisons". À ce propos on pourrait dire, en adaptant librement un certain adage, que "les promesses n'engagent que ceux qui les prennent pour de l'argent comptant". Quelques échantillons : "Les Afghans se sentent abandonnés et trahis", "Les États-Unis ont trahi les femmes afghanes", "En abandonnant ses interprètes afghans, la France a trahi son honneur", "Les Américains ont trahi leurs meilleurs alliés"... Les événements ont certes des conséquences catastrophiques pour la majorité de la population, mais il est tout à fait irréaliste de les interpréter comme une rupture d'avec une supposée volonté antérieure de la part de certains acteurs, d'agir pour le bien-être des Afghans.

Selon les cas, ces réactions biaisées sont des manifestations de manque de clairvoyance, ou de la propagande malveillante intentionnelle. Nous savons que la bourgeoisie et les gouvernements qui la représentent n'agissent pas dans l'objectif d'assurer le bien-être des populations. Celles-ci de leur côté doivent garder confiance en leurs propres forces et persévérer dans la lutte pour se libérer de l'oppression. La paix et le progrès dans le monde sera leur oeuvre, la force motrice fondamentale étant constituée par la classe ouvrière, en tant que classe exploitée, frontalement opposée à la classe capitaliste exploiteuse.

Lutte de classes et crise du capitalisme

Depuis plusieurs décennies, les crises secouant l'économie capitaliste n'ont pas suivi un rythme régulier. La crise de 2008 a été profonde et s'est répercutée mondialement. Des situations de crise se manifestent en Europe (Grèce, Portugal), au Moyen-Orient (Liban), en Amérique du Sud (Argentine, Chili, Venezuela)... Des différends se développent sur le plan politique, allant jusqu'à des conflits militaires régionaux. La concurrence entre les grandes puissances impérialistes s'accroît, particulièrement en ce qui concerne les USA, la Chine et la Russie, ce qui se manifeste aussi sous la forme de l'opposition entre pays occidentaux et de l'Est. Dans de nombreux pays la situation intérieure est instable, des mouvements contestataires apparaissent, comme au Chili, au Liban, en Pologne, Bolivie... Dans le présent article, nous examinons la situation en France.

Au niveau international, la France subit des revers dans ses opérations impérialistes, néocoloniales : Syrie, Libye, Tchad, Mali. Les affrontements militaires qui sévissent dans ces régions imposent aux populations les massacres, la misère, jusqu'à la ruine. En France, du point de vue économique, on peut observer l'interdépendance internationale : les crises ne restent pas limitées à l'intérieur des frontières d'un pays. Les ramifications et subdivisions rendent les processus de production vulnérables, comme par exemple pour les automobiles ou les équipements électroniques, résultats d'un assemblage de pièces de provenances diverses. Cela a été le cas suite au confinement de 2020, pour les masques, les voitures, les matières premières pour le secteur du bâtiment...

Selon la mise en scène électorale, Emmanuel Macron est "ni droite ni gauche". En réalité, comme déjà pour François Hollande, il est clair que dans le cadre de l'économie capitaliste, les prétendues politiques de "gauche" relèvent de la fiction. Et plus précisément, Macron représente les intérêts des grandes bourgeoisies néolibérales, des groupes multinationaux. Et c'est sous cette apparence du "ni, ni" qu'une grande partie de la petite bourgeoisie apporte à la grande bourgeoisie une base sociale. Mais l'incohérence objective de cette constellation n'a pas manqué d'engendrer des fissures dans l'alliance, et des conflits sociaux.

La crise sanitaire a eu un double effet : elle a pu dans une certaine mesure dissimuler l'existence d'une crise économique, mais a finalement approfondi cette

dernière. La loi de développement inégal du capitalisme a eu son impact aussi pendant cette période. Ainsi la crise sanitaire a fourni au grand capital l'occasion pour tenter de sortir du marasme préexistant, voire à prendre de la force en absorbant des morceaux d'entreprises en difficulté. Certains secteurs, comme l'informatique, le commerce de grande surface, les produits alimentaires, les produits de luxe, ont amélioré leur situation, du moins partiellement. D'autres ont reculé globalement, avec des difficultés même pour les principales sociétés, voire des faillites : le tourisme, l'hôtellerie, le transport aérien...

L'opposition fondamentale entre capital et travail, qui est de toute façon permanente, s'est manifestée continuellement. Le contexte difficile a entravé le dynamisme du mouvement ouvrier, mais le gouvernement et les employeurs n'ont pas pour autant réussi à faire prévaloir toujours et partout leurs tentatives de bloquer toute contestation sous prétexte des "nécessités" imposées par l'épidémie. D'ailleurs, la petite bourgeoisie et même des parties de la bourgeoisie de niveau plus élevé ont aussi été atteintes dans leur situation matérielle. Il faut préciser que la bourgeoisie comme composante de la société capitaliste ne se limite pas aux capitalistes entrepreneurs qui exploitent les ouvriers directement dans la sphère de production, mais inclut toutes sortes d'autres acteurs associés au pouvoir. La profondeur de la crise fait que les mécontentements atteignent aussi ces sphères, y compris l'appareil d'État (hauts fonctionnaires, armée, etc.) Ainsi les facteurs qui déstabilisent le pouvoir sont multiples : la lutte de classe ne se réduit pas mécaniquement à un simple face à face entre classe ouvrière et classe capitaliste - elle est marquée par un ensemble de phénomènes complexes.

On constate que le pouvoir n'a pas réussi à préserver sa crédibilité quant à la politique mise en oeuvre. En témoigne le niveau d'abstention aux dernières élections régionales. Le phénomène n'est pas nouveau, mais l'ampleur est révélatrice en ce qui concerne l'incapacité de la bourgeoisie de former une force de domination politique stable autour de laquelle elle pourrait se rassembler. L'instabilité économique se répercute sur le domaine politique.

Les acteurs politiques, adhérents de divers partis, traversent une période de dispersion et de tentatives de reconstruction. Macron a pu prendre la relève à la suite

des échecs de Sarkozy et Hollande, mais il n'a pas réussi à construire réellement son propre parti politique. Il a pourtant rallié de plus en plus ouvertement le terrain de la droite libérale traditionnelle, seulement il n'a pas pu s'adjoindre le personnel nécessaire pour structurer l'appareil de son mouvement, LREM. D'un autre côté, les forces politiques rivales qui pourraient offrir une alternative à la bourgeoisie sont divisées profondément. L'incertitude règne quant à la candidature qui pourrait convenir aux fractions dominantes du capital.

L'importance du système électoral pour assurer la stabilité du pouvoir bourgeois dans la république démocratique constitue un enjeu fondamental pour la bourgeoisie. Le maintien en fonctionnement de ce mécanisme n'est pas garanti d'office. Ces quatre à cinq dernières années la population a exprimé certaines revendications de façon appuyée, des mouvements de contestation se sont durcis. En face, la bourgeoisie n'a pas hésité à employer tous les moyens pour marginaliser la lutte des travailleurs et manipuler les mobilisations interclassistes comme celle des "gilets jaunes". C'est que la division de la société en classes sociales a pour conséquence la lutte de classes - pas besoin d'être marxiste pour observer cette réalité. En dehors de la révolution prolétarienne, aucune classe ou couche sociale ne peut constituer une force politique alternative au pouvoir actuel de la grande bourgeoisie. Cette dernière peut être amenée à adapter sa domination aux circonstances changeantes. Différents gouvernements peuvent se succéder, les méthodes d'exercice du pouvoir peuvent varier, mais le pouvoir restera celui de la grande bourgeoisie, de la classe capitaliste exploiteuse, jusqu'à ce que la classe ouvrière abatte ce pouvoir et instaure son propre pouvoir.

Certes, la petite bourgeoisie et les dites "couches moyennes", ainsi que les fractions moyennes de la bourgeoisie qui sont en position de faiblesse sur le terrain de la concurrence entre capitalistes, sont en mesure de mobiliser et de faire entendre leur voix (parfois en prétendant s'exprimer au nom du prolétariat). La classe travailleuse, le prolétariat, est inexistante politiquement - les partis qui se disent ses représentants sont en fait des partis de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie. Du point de vue des communistes marxistes-léninistes, c'est là que réside la difficulté fondamentale actuelle. La conscience politique du prolétariat est faible et ses luttes sont loin de correspondre aux nécessités objectives de la lutte de classe. Divers facteurs sont à la base de cette situation.

L'influence du réformisme est considérable. Elle est portée par la petite bourgeoisie et les organisations qui la représentent, mais elle persiste également parmi les travailleurs à travers la tradition social-démocrate. Celle-ci est véhiculée par le PCF et aussi par la "gauche de la gauche" (trotskistes) et elle est présente parmi des organisations qui se considèrent comme marxistes-léninistes mais n'ont pas surmonté les déviations révisionnistes.



8 mars 2021, manifestation pour les droits des femmes.

Sur le plan pratique, des aspects objectifs compliquent la situation : l'éclatement résultant des subdivisions selon lesquelles sont organisés les lieux de travail; les rôles et positions respectives du prolétariat autochtone et d'immigration; les nouvelles divisions du travail mises en place en rapport avec les forces productives (internationalisation, groupes monopolistiques et sous-traitants...).

Quant à la petite bourgeoisie, il est clair qu'elle se trouve dans l'impossibilité de réussir toute seule un mouvement social dans la durée, et encore plus, de porter au pouvoir une force politique en son nom. Cependant la petite bourgeoisie et une partie de la bourgeoisie qui subit les conséquences de la crise (directement en France et aussi sous l'effet des contraintes venant de l'appartenance à l'Union européenne, dominée par des grands groupes monopolistiques internationaux), jouent un rôle important pour la stabilité du pouvoir bourgeois. L'importance de la petite bourgeoisie et des dites "couches moyennes" ne se mesure pas principalement par le nombre, elle est qualitative. C'est qu'elles entretiennent en direction des travailleurs et des couches populaires un contact proche et une influence

sociale que la bourgeoisie au pouvoir peut utiliser à son avantage. Les mobilisations des "gilets jaunes" ont mis en évidence l'ampleur de ce phénomène, et le fait que ce lien idéologique bénéficie au pouvoir bourgeois, contre les travailleurs. Les éléments ayant contesté le gouvernement à certains moments évoluent de façon différenciée. Une partie des petits bourgeois s'en désolidarisent aujourd'hui (voir l'évolution des "gilets jaunes"). Certains réassument à nouveau la fonction d'appui direct à la bourgeoisie (p. ex. à travers La France insoumise), d'autres continuent à penser pouvoir élargir leur influence en entretenant les illusions électoralistes (les trotskistes) ou s'isolent dans le rejet de tout État (les anarchistes).

Pour nous, la nécessité première est de faire comprendre l'état de la lutte de classe du point de vue des travailleurs, de pointer les principales difficultés qu'il faut surmonter, afin de renforcer chez ceux qui agissent la confiance en la possibilité et la capacité d'avancer, sans se laisser décourager par les questions de nombre. Malgré la division de la classe ouvrière sur les plans idéologique, politique et organisationnel, la dernière décennie est très riche en luttes et expériences. La classe ouvrière n'a pas lâché la lutte sur plusieurs fronts, qui restent d'actualité. Des luttes sociales se sont développées dans la durée, certaines à l'échelle nationale ont fait reculer le gouvernement dans la mise en oeuvre de ses projets : le mouvement des cheminots, la lutte contre la modification du régime de retraite, la lutte contre les lois sécuritaires. D'autres actions, au niveau local ou d'entreprises, ont aussi pu contrer les prétentions des administrations et des employeurs. Mais la classe ouvrière n'est pas encore à la hauteur pour passer à la riposte face aux attaques de la bourgeoisie.

Cependant des facteurs positifs apparaissent. À l'encontre de la tendance qui s'est manifestée pendant les actions des "gilets jaunes", la propagande anti-organisation et anti-syndicat a reculé sous l'effet des luttes ouvrières. Les luttes sociales et ouvrières ont aussi conduit à forcer les organisations de la classe ouvrière à discuter et chercher la solution à l'égard du problème fondamental que représente la division de la classe dans la production, comme CDI, CDD, intérimaires, sous-traitants, salariés détachés. La conscience émerge quant à la nécessité d'adapter la structuration des syndicats, les formes de la lutte. C'est ce qu'exprime la formulation imagée : celui qui bouge commence à sentir le poids des chaînes qui l'entravent.



"Cheminot-e-s en grève. Même Macron Même combat"
 Manifestation du 9 janvier 2020 à Paris contre la réforme des retraites.

Évidemment on est très loin de la lutte politique telle que devra la mener la classe ouvrière en assumant une position indépendante de la bourgeoisie. Cependant, parallèlement aux succès obtenus, compte aussi l'expérience apportée par des échecs : les résultats souvent insatisfaisants des luttes partielles, les limites globales qui caractérisent la lutte économique, le constat de la capacité de la bourgeoisie de récupérer chaque fois par la suite ce qu'elle a cédé. Se fait jour peu à peu la recherche d'une alternative politique propre au sein de la classe ouvrière. En ce sens on observe un rapprochement de certains syndicalistes à tel ou tel parti ou courant politique. Notre rôle doit être de persévérer à mener la lutte idéologique et politique sur une base de classe, celle de la classe ouvrière. Des potentialités se dessinent dans la pratique.

Nos positions doivent se distinguer et se démarquer ouvertement par rapport à toutes les organisations de la petite bourgeoisie, nous ne luttons pas seulement en faveur de telle ou telle orientation politique ou mesure gouvernementale, ni contre une fraction particulière du capital, telle que la grande bourgeoisie libérale. Nous luttons contre le système capitaliste, pour l'instauration du pouvoir prolétarien dans l'objectif de la construction du socialisme.

Pour construire un tel mouvement, il faut disposer d'une organisation politiquement indépendante de toutes les composantes de la bourgeoisie, et il ne faut pas confondre l'organisation syndicale avec une organisation politique. L'histoire a montré à diverses occasions que sans disposer d'une organisation solide (sous les aspects idéologique, politique et organisationnel), on ne peut conduire un mouvement révolutionnaire ni prendre la direction d'un mouvement surgi dans la spontanéité. Ainsi, en l'état actuel des choses, ces mouvements se désagrègent d'eux-mêmes,

où alors ils perdent ce qu'il pouvait y avoir d'authentique et positive dans leurs contestations, à mesure qu'ils sont déviés soit par les réformistes soit par des forces politiques carrément réactionnaires (ou les deux à la fois, moyennant des scissions).

Aussi il est très important d'examiner les revendications avancées par les mouvements auxquels nous assistons.

Chaque classe ou couche sociale poursuit ses propres intérêts. La réalisation du socialisme comme un système opposé au capitalisme, pour mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, ne sera jamais l'oeuvre de tout le monde réuni, ni même des opprimés "tous ensemble". Parfois, durant une période donnée, selon la stratégie ou tactique adoptées, certaines revendications peuvent être partagées par telles ou telles couches sociales. Par exemple dans la lutte contre un régime fasciste, ou contre une société féodale, les marxistes-léninistes partagent avec d'autres - en tant que tâche provisoire - la défense de la démocratie (bien qu'elle puisse avoir un caractère bourgeois).



Paris, 21 novembre 2020.

Manifestation contre le dispositif législatif dite de "sécurité globale".

En effet les libertés, en particulier la liberté d'expression sont importantes pour l'activité militante de propagande et d'organisation en direction du prolétariat. Mais les marxistes-léninistes ne doivent à aucun moment abandonner leur indépendance politique vis-à-vis de la bourgeoisie dans son ensemble, ils ne doivent pas, au nom d'intérêts communs, fondre leur organisation au sein d'un front ou d'un organisme unitaire. Pour assurer la poursuite de leur objectif, les marxistes-léninistes doivent travailler, agir, au sein de la classe ouvrière, afin d'organiser la classe ouvrière en tant que telle et de constituer son parti d'avant-garde.

Pourquoi aujourd'hui nous insistons sur ce thème ? Nous répondons à cette question par une citation de

Lénine, écrit en 1900 alors que la classe ouvrière cherchait à fonder son parti politique[1] :

La social-démocratie (le mouvement communiste à l'époque - VdC) est la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme; son rôle n'est pas de servir passivement le mouvement ouvrier à chacun de ses stades, mais de représenter les intérêts de l'ensemble du mouvement, de lui indiquer son but final et ses objectifs politiques, de sauvegarder son indépendance politique et idéologique. Coupé de la social-démocratie, le mouvement ouvrier dégénère et s'embourgeoise inévitablement : en se cantonnant dans la lutte économique, la classe ouvrière perd son indépendance politique, se traîne à la remorque des partis, trahit la grande devise : "L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes".

Pour comprendre le caractère d'un mouvement donné, il faut examiner à quelle couche ou quelle classe sociale correspondent les revendications exprimées, et à travers de quels moyens organisationnels elles sont poursuivies. Certes, cette question n'est jamais simple. Un mouvement déclenché en rapport avec une revendication particulière, limitée, peut prendre de l'ampleur; à partir d'un conflit mineur, il peut s'étendre à des enjeux plus fondamentaux. Rien n'est automatique ni prévisible à l'avance. Quoi qu'il en soit, il est vain de vouloir exercer une influence un tant soit peu effective sur les événements, si les conditions nécessaires du point de vue de la prise de conscience et de l'organisation font défaut. Comme le disait Lénine : Le degré de conscience de la classe ouvrière et sa capacité d'organisation constituent un élément décisif. Pour les communistes marxistes-léninistes, il est essentiel de n'oublier à aucun moment l'objectif stratégique de la prise du pouvoir. Quelle que soit l'envergure d'un mouvement, modeste ou large, la solution proprement dite ne peut être trouvée dans le cadre de la société capitaliste. La lutte de classe se poursuivra, le mouvement ouvrier connaîtra des avancées et des revers, mais les effets de l'exploitation capitaliste et des crises économiques - qu'elles soient successives ou quasi permanentes - ne pourront être éliminés que par la révolution prolétarienne, socialiste.

Les marxistes-léninistes ne refusent jamais par principe la lutte pour certaines réformes. En revanche il faut bien analyser et prendre en compte les composantes du mouvement et les implications des

revendications partielles. Qu'il s'agisse des "gilets jaunes", des "bonnet" rouge", de "nuit debout", de la contestation contre le "passe sanitaire", il faut examiner quelles classes se mobilisent, sous quelle forme, autour de quelle politique de classe. On ne peut mener une lutte simplement au nom de la "liberté individuelle", ou selon un slogan qui prétend s'adresser à tout le monde. De fait, la liberté de chacun est liée à un contexte ayant des caractéristiques déterminées de classe. Entre un bourgeois et un prolétaire, la vision des libertés auxquelles il aspire, et les moyens dont il dispose pour les réaliser, diffèrent notablement.



Riposte laïque, 5 juillet 2020.

"La dictature Macron se durcit, avec le harcèlement judiciaire subi par ses opposants, et la censure qui frappe, sur les réseaux sociaux, ceux qui ont le malheur de ne pas trouver que des charmes à l'invasion migratoire et à l'islamisation du pays."

Les mobilisations actuelles mettent en évidence la confusion qui prévaut. Il est fortement nuisible de penser naïvement - ou de faire semblant de penser - que la dénonciation "unanime" de la "dictature de Macron" serait un pas vers la prise de conscience au sein de la classe ouvrière au sujet de la nature de la démocratie parlementaire. Ceux qui se placent selon cette optique ont d'ailleurs tendance à se fourvoyer justement dans le sens opposé[2] : "Gilets rouges, gilets jaunes, travailleurs de tous les secteurs, personnels soignants désormais soupçonnés, menacés, vaccinés et non vaccinés, nous avons tous intérêt à stopper le rouleau compresseur macro-patronal! Ils n'auront pas la "guerre civile" qu'ils veulent, ils auront face à eux un coude à coude massif de lutte de classe et de masse pour défendre nos conquêtes sociales et imposer une véritable démocratie dans laquelle l'intérêt collectif est débattu et décidé collectivement." Ce raisonnement considère que l'alternative à Macron serait celle d'une "véritable démocratie", mais il escamote totalement la question de fond : que Macron incarne le pouvoir de la bourgeoisie, pouvoir qui se matérialise pour l'instant sous la forme de la république parlementaire - laquelle quant au fond exerce la dictature de la bourgeoisie -, et que pour mettre fin à ce pouvoir il faut y substituer le pouvoir de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat.

Dans le contexte donné il y a - comme toujours - un point essentiel à examiner : dans quelle mesure et sous

quel aspect les revendications sont-elles justes et s'accordent avec l'intérêt de la classe ouvrière ou le sens du progrès social. On ne peut se positionner simplement selon l'alternative : contre le gouvernement, oui ou non. Les luttes spontanées en elles-mêmes, qui se développent en dehors des structures organisationnelles classiques (syndicales et politiques) ne peuvent aboutir à une victoire. C'est un constat confirmé par l'expérience historique du mouvement ouvrier.

Ceux qui pensent trouver chez Lénine la confirmation de leur vision erronée concernant le lien entre révolution et spontanéité, se trompent lourdement. Une fois de plus ils arborent une citation de Lénine qui commence par la phrase suivante[3] : "La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce." Et voici à titre d'exemple une "conclusion" qui prétend être conforme à ce qu'expose Lénine[4] : "La gauche [...] ne peut faire autrement que se remettre à faire de la politique dans et avec le peuple [...] son milieu "naturel", c'est-à-dire social et politique."

Que ce soit à la création du Parti bolchevik (1903), ou pendant la révolution de février 1917 et le passage à la révolution d'octobre 1917, Lénine et le Parti bolchevik ont suivi une même attitude de principe. À aucun moment les communistes n'ignorent le mouvement spontané de la classe ouvrière ou de couches populaires. Mais ils n'ont jamais cru comme un Don Quichotte, qu'avec quelques militants sans coordination large et solide ils pourraient influencer un mouvement qui n'a pas une orientation encrée dans la classe ouvrière. Les marxistes-léninistes refusent une attitude suiviste à l'égard de ce type de mouvements, ils considèrent que ceux-ci ne correspondent nullement à ce que doit être l'aspiration centrale. Voir les textes de Lénine, "Que faire" et "Thèses d'avril". Les marxistes-léninistes orientent leurs moyens, leurs interventions vers la classe ouvrière et déploient leur travail militant au sein de celle-ci.

Un certain mode de pensée veut croire que tous ce qui bouge c'est "bon à prendre". C'est une variante du réformisme qui peut être basée sur la paresse mentale qui ne se donne même pas la peine de tenter une compréhension concrète des événements; ou alors, il s'agit d'un opportunisme calculé toujours à l'affût d'occasions pour des manoeuvres politiques. D'une façon ou d'une autre, l'idée peut convenir à la petite bourgeoisie, mais certainement pas à la classe ouvrière.

Pour certains militants cet état d'esprit peut s'expliquer comme une réaction subjective face au constat de la faiblesse du mouvement communiste et du mouvement ouvrier. Néanmoins, objectivement ils empruntent sur cet aspect une voie étrangère aux communistes. Ils adoptent un mélange, premièrement entre la vision propre au mouvement ouvrier et le populisme, et deuxièmement entre le rôle d'une organisation syndicale et celui d'une organisation politique. Il s'en suit une position incohérente. Il y a la critique que le syndicat est réformiste, que les dirigeants sont embourgeoisés, et parallèlement de façon irréaliste on voudrait que ce syndicat fasse un travail révolutionnaire. Surtout il y a incompréhension quant à la nature d'une organisation communiste. Actuellement il n'y a pas de parti communiste organisé au sein de la classe ouvrière, ayant la capacité de diriger les mouvements de travailleurs. Prétendre agir en fermant les yeux devant cette réalité amène fatalement à être à la remorque d'autres acteurs et forces politiques. Tant que l'avant-garde de la classe ouvrière et les courants communistes marxistes-léninistes n'ont pas fusionnés, il n'y aura pas un véritable parti ou une organisation communiste marxiste-léniniste. Le processus pour atteindre le niveau nécessaire n'aboutira pas du jour au lendemain. Le mouvement communiste se trouve dans une phase difficile, dans une crise aussi au niveau

international. Les tâches fondamentales pour le mouvement communiste consistent à créer l'unité des communistes autour de la théorie et les principes marxistes-léninistes, à se doter des moyens pour porter ces positions aux classes ouvrières. Au stade actuel, où ces groupes se disant "ml" ou "révolutionnaires" sont très loin de cette perspective, on ne peut intervenir de manière valable en direction des mouvements à caractère spontané. Ainsi les quelques mouvements cités plus haut sont ballotés entre cheminements variés dont aucun n'est porteur d'un avancement effectif du point de vue de la classe ouvrière : dans l'ensemble ils ne contribuent nullement à développer une structuration organisationnelle durable pour des luttes progressistes, et dans les détails ils peuvent faire gagner quelques partisans aussi bien aux forces politiques de "gauche" ou même révolutionnaires qu'à celles de droite ou d'extrême droite.

Nous avons toujours été présents dans les mouvements ouvriers - luttes au sujet de régime de retraite, défense de la sécurité sociale, rejet des lois sécuritaires..., et contre la répression policière visant aussi bien les mouvements ouvriers que les jeunes de quartier. Mais pour atteindre la victoire finale - la priorité, notre priorité, est d'organiser politiquement la classe ouvrière autour de son parti d'avant-garde, le parti communiste marxiste-léniniste.

Vive le socialisme prolétarien !

Vive l'organisation marxiste-léniniste !

Vive l'unité sur la base du marxisme-léninisme !

Notes

1. V. I. Lénine : "Les objectifs immédiats de notre mouvement"; Oeuvres, tome 4; Paris, Éditions sociales, 1959; p. 383.

2. Rassemblement communiste, juillet 2021.

http://cercles.communistes.free.fr/rcc/publi.php?idArticle=2021_07_29_pass

3. V. I. Lénine : "Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes"; Oeuvres, tome 22; Paris, Éditions sociales, 1960; p. 344, ici p. 384.

Nous avons traité cette question précédemment. Voir l'article "Au sujet de certains aspects des révolutions russes de 1905 et 1917", *La Voix des Communistes*, no 25, mars 2019.

4. Antoine de Montpellier - Cogestionnaire du blog : <http://npaherault.blogspot.fr/>

"Pour une gauche immunisée contre le virus antimanifs", 29/7/2021.

<https://blogs.mediapart.fr/antoine-montpellier/blog/290721/pour-une-gauche-immunisee-contre-le-virus-antimanifs>

Les travailleurs doivent s'organiser : politiquement en tant que classe et syndicalement pour la lutte revendicative

Durant les deux à trois dernières années certains aspects de la lutte de classe en France se sont modifiés sous l'effet des événements. La journée de manifestations du 1er mai 2021 a mis en lumière quelques phénomènes en ce sens. Cependant, les discussions et controverses déclenchées principalement en lien avec les rapports conflictuels entre le service d'ordre du cortège syndical et un groupe de manifestants d'un type particulier ont pour effet d'escamoter des questions de fond, qui doivent pourtant être abordées.

Ce qui s'est passé ne représente nullement un événement isolé, limité. Il constitue un élément de la lutte de classe telle qu'elle se déroule, dans toutes ses dimensions. Il faut l'analyser en le plaçant dans le contexte politique et économique général, au sens le plus large. Ainsi les considérations qui suivent portent à la fois sur les mobilisations du 1er mai, sur l'état du mouvement ouvrier, sur la situation économique dans laquelle se trouve le capitalisme français et le système impérialiste mondial dans son ensemble.

Comme toujours dans la vie réelle, les facteurs objectifs et subjectifs interviennent simultanément. Commençons par le subjectif, c'est-à-dire les points de vue qui guident les uns et les autres dans leur participation à la lutte.

La manifestation avait été organisée en premier lieu par les principales confédérations syndicales (CGT, FO, FSU, Solidaires). Les objectifs étaient formulés en conséquence : "se saisir du 1er mai [...] pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix dans le monde". Parallèlement, un appel plus large avait été signé par ces mêmes syndicats ainsi que par 21 autres organisations, telles qu'Attac, Greenpeace, Les Amis de la Terre. Les opinions et les motivations des travailleurs qui participent à ce type de cortège sont certes diverses. Mais le fait est que dans le principe il s'agit d'une expression du mouvement ouvrier à travers les organisations qu'il a construites pour défendre ses intérêts de classe, pour autant que les revendications relatives aux conditions de vie et de travail sont concernées.

Évidemment, des groupes, associations, organisations ayant une approche différente existent. En parti-

culier, les divers courants adeptes de l'anarchisme jouent un rôle nuisible. Ils nourrissent les idées et le comportement de ceux qui viennent régulièrement "déborder" les cortèges "traditionnels". Par exemple[1] : "Nous n'aspérons qu'à une chose : pulvériser ce "transcendental" qui a pour nom néo-libéralisme ou ordo-libéralisme, au choix" et "seulement voilà, nous entendons d'ici la jactance des syndicats "officiels" : "C'est trop! C'est trop de violence!". Ouais, voici ce qui distingue réforme et révolution." On pourrait considérer que ceux qui en pulvérisant des vitrines d'agences bancaires croient "pulvériser le néo-libéralisme", sont des doux rêveurs. Rêveurs, certes - mais pas doux en direction du mouvement ouvrier. Et obstinés, en ce qu'ils voudraient entraîner les travailleurs sur la voie qu'ils préconisent, de sorte à transformer la "minorité agissante" qu'ils sont en "peuple insurrectionnel".



"Les centrales syndicales ont indéniablement joué un rôle clé au printemps dernier dans le mouvement contre la loi "travail". Mais leur gymnastique politique de collaboration avec le gouvernement nous a coûté une lutte."

3 février 2017

<https://paris-luttes.info/une-courte-reflexion-sur-la-7476>

La citation suivante est extraite d'un texte datant de 2016 signé "Un syndicaliste CGT"[2] : "Quand sur les photos du cortège de tête se côtoieront vraiment, fraternellement et en nombre, les K-way noirs Wanabee et les chasubles rouges aux logos syndicaux (qui, parfois, le temps d'un affrontement, peuvent aussi se retrouver sous un K-way...), alors [...] nous [...] prouverons [...]"

que [...] nous sommes une masse unie, digne et prête à en découdre."

Ainsi, la propagande hostile au service d'ordre de la CGT telle qu'elle pullule actuellement sur les "réseaux sociaux" n'est pas nouvelle. Voici, par exemple, un texte publié à l'occasion du 1er mai 2017, intitulé "Face aux SO, il est temps de choisir son camp"[3] : "Ce texte est un appel lancé à tou.te.s, syndiqué.e.s ou non, à refuser la présence de milices armées dans nos manifestations. [...] Je veux bien sur parler des services d'ordre, et notamment celui de la CGT. Il est temps de refuser sa présence parmi ce "nous"."

La bourgeoisie sait utiliser la confusion idéologique à son avantage

La propagande hostile à la CGT développée à l'occasion des bagarres de la place de la Nation, le 1er mai, prend notamment pour argument le fait que le service d'ordre du cortège syndical entretenait des contacts avec des représentants des "forces de l'ordre". C'est absurde : en suivant ce raisonnement, il faudrait systématiquement organiser des manifestations sans demander l'autorisation par la Préfecture. Surtout, c'est un angle d'attaque fallacieux. Il s'est maintes fois avéré que les forces de l'ordre recourent - de façon occulte justement - à des manipulations et des infiltrations parmi les manifestants (au sein des cortèges, et surtout en profitant de la couverture que peuvent fournir les actions de groupes "radicaux" ainsi que d'individus "anonymisés" intentionnellement). Il faut donc être lucide à cet égard, et cela renvoie à deux aspects : l'évolution récente de la façon de procéder de la part du pouvoir, et le problème de la perméabilité des forces en lutte contre ce pouvoir.

Au milieu des années 1990, le pouvoir a entamé une modification progressive de la mise en oeuvre du "maintien de l'ordre". En 1995 Claude Guéant, directeur général de la Police nationale, équipait les policiers des armes dites Flash-Ball. Ainsi, la perspective est de frapper les corps, au lieu de se contenter de maintenir la foule à distance. Ces armements ne servaient d'abord que dans les quartiers populaires, mais sont ultérieurement, à partir de 2007, également déployés lors des manifestations. En mars 2019 le Préfet de police Michel Delpuech est remplacé par Didier Lallement. Le changement de personne correspond à une révision des méthodes d'intervention[4] : pour remédier à ce qui était considéré comme un défaut de réactivité dans les prises de décision, il est prévu désormais "d'aller au contact". On a constaté depuis, que cette "prise de contact" pou-

vait aussi être dirigée contre les représentants de la CGT. Cependant ce 1er mai, place de la Nation, les forces de l'ordre sont bien au contraire restées patiemment à distance... Il semble qu'ils aient affiné leurs approches tactiques.

Un autre facteur favorable au pouvoir bourgeois, c'est la difficulté pour le mouvement ouvrier de faire prévaloir au cours des mobilisations le caractère de classe qui lui correspond en propre. D'une part, parmi les travailleurs règne un très faible niveau de conscience de classe; d'autre part de larges couches petite-bourgeoises sont agitées par un mécontentement croissant résultant de la pression matérielle qu'elles subissent de la part de la grande bourgeoisie. En premier lieu, les manifestations syndicales revêtent le caractère composite décrit plus haut, allant des travailleurs syndiqués en lutte sur leurs lieux de travail aux anarchosyndicalistes déclarés, en passant par des manifestants préférant défiler "librement", c'est-à-dire en évitant de s'intégrer pleinement dans la partie proprement syndicale du cortège. Ce comportement facilite considérablement les "immixtions" de la part de la police, qu'elles soient simplement discrètes ou carrément clandestines. Plus généralement le caractère interclassiste ("gilets jaunes") ou de façon prépondérante petit-bourgeois ("défense de la planète", ...) offre au pouvoir la possibilité de noyer la lutte de classe du prolétariat dans la mer des plaintes fourretout. Et cela touche autant le domaine idéologique que celui des structures organisationnelles. Donc de ce point de vue également, les portes sont au moins entre-ouvertes pour que le pouvoir introduise ses agents ou des complices.

Les "corps" des forces de l'ordre sont régulièrement préoccupés par le fait que l'exercice de leur "profession" les expose à des dangers physiques. Le rassemblement organisé le 19 mai à l'initiative de "l'intersyndicale" de la police nationale cristallise l'éventail des positions qui s'expriment à ce sujet et révèle les égarements de certaines forces politiques. C'est le cas du PCF en la personne de Fabien Roussel, candidat à l'élection présidentielle, qui s'est joint au rassemblement, et qui s'explique: "Il faut redonner des moyens à la police comme à tous les services publics". En ce qui concerne le gouvernement, il faut souligner qu'il décline le thème de la sécurité par une propagande tous azimuts. Selon lui, l'insécurité qu'il faut juguler, c'est à la fois : les attentats islamistes, les dangers auxquels sont exposés les policiers, la délinquance... et aussi les méchants black-blocs qu'il faut empêcher de casser. Et donc nous devrions remer-

cier le gouvernement qui ainsi - paraît-il - oeuvre à faire respecter la liberté d'expression.

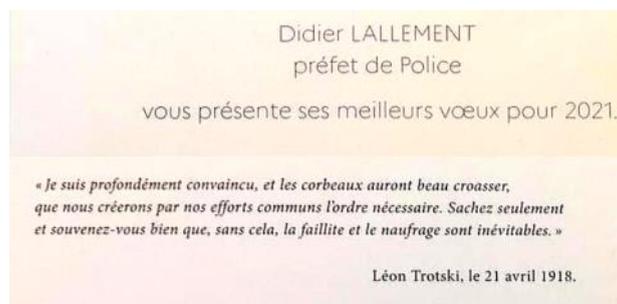
**Être hanté en toutes circonstances
par le danger fasciste
empêche d'être perspicace
face à la réalité concrète**

Il est évident qu'en France des forces d'extrême droite existent, et sont à l'oeuvre pour soutenir le pouvoir de la bourgeoisie, laquelle vise à assurer sa domination ainsi que l'exploitation maximale des travailleurs au bénéfice du capital. Des représentants de cette extrême droite participent aux attaques contre la CGT. C'est le cas pour les "Gilets Jaunes Constituants". Sur leur page Facebook, on peut voir une photographie prise au cours de la manifestation du 1er mai à Paris, qui montre en arrière-plan le cortège CGT et en avant-plan deux "gilets jaunes constituants" exhibant une banderole qui porte l'inscription : "Laissez tomber les sociaux-traitres, rejoignez les vrais combattants"[5]. Mais la majeure partie des attaques vient de groupes ou individus qui se placent sur le terrain de l'anarchisme. Ceux-là, d'une part ciblent souvent non pas les syndicats en général ni globalement la CGT, mais spécifiquement le service d'ordre de la CGT; et d'autre part ils peuvent afficher des positions antifascistes. Par exemple[6] : "UCL, NPA, SUD et soutiens des supplétifs policiers [...] du SO CGT, de la CGT police et de la CGT pénitentiaires (matons) [...] le fascisme rouge et la collaboration de classe ne passeront pas, même avec le soutien d'organes pseudo-libertaires à-plat-ventristes. [...] Toute cette camarilla d'apparatchiks et apprentis ne conduisent que dans l'impasse des urnes, ils ont déjà accepté la défaite face au fascisme. [...] Syndicalistes cégété, sud : rejoignez la CNT!"



*Gilets Jaunes Constituants 59/62, sur Facebook
1er mai 2021*

Certaines interprétations superficielles caractérisent l'attaque comme "fasciste" en se référant à la violence avec laquelle elle a été effectuée, ou en suggérant un lien avec le communiqué de militaires publié le 21 avril par *Valeurs actuelles*. Or, au-delà de l'identification des exécutants, c'est le contexte qui révèle les tenants et les aboutissants des événements : ce sont les forces de l'ordre qui ont mis en scène le déroulement. Sans aller dans tous les détails, il suffit de préciser les faits concernant l'état effectif du dispositif tel qu'il était installé autour de la place de la Nation au moment de la dispersion. Le "dépôt d'une déclaration de manifestation" daté du 28 avril indique "stationnement des bus sur le cours de Vincennes", donc il était à supposer que lors de la dispersion on pourrait y accéder directement à partir de la place de la Nation (comme c'était le cas à d'autres occasions). Le 2 mai la préfecture publie un communiqué qui déforme les faits en insinuant que la CGT se soit fourvoyée : "[...] les trois derniers [véhicules syndicaux], s'engageant sur la mauvaise sortie, se sont trouvés face au barre-pont installé au droit du Cours de Vincennes. C'est à ce moment que ces trois véhicules syndicaux, en même temps que des membres du service d'ordre de la CGT, ont été la cible de nombreux jets de projectiles par une foule hostile. [...]."



*Carte de vœux du préfet de police Didier Lallement
(authentique)*

*"Je suis profondément convaincu [...] que nous créerons par nos efforts communs l'ordre nécessaire. Sachez seulement [...] que, sans cela, la faillite et le naufrage sont inévitables."
Léon Trotski, le 21 avril 1918*

C'est le pouvoir qui manigance pour discréditer précisément la CGT, à travers son service d'ordre.

**C'est la bourgeoisie et son appareil d'État
qui cherchent à mettre hors-jeu la CGT**

Comparé à des époques antérieures, le mouvement ouvrier se trouve depuis longtemps dans un état de faiblesse domageable. Des sursauts se produisent selon les circonstances, comme les luttes des sidérurgistes de 1979 à 1984, le mouvement contre le projet gouverne-

mental modifiant le régime de retraites en 1995, les protestations contre l'instauration du "contrat première embauche" (CPE) en 2006, les luttes contre la modification du Code du travail par la "loi travail"/"loi El Khomri" en 2016. En décembre 2019 s'est déclenchée une résurgence des luttes, à nouveau au sujet du régime de retraites. La bourgeoisie a mis en oeuvre des mesures de répression sévères, visant notamment la CGT du secteur des transports.

Depuis, la situation est dominée par la persistance de l'épidémie du coronavirus, mais autant la bourgeoisie que les travailleurs gardent à l'esprit les multiples préoccupations sociales. Alors le pouvoir n'attend pas passivement que la question de l'épidémie soit réglée et que la situation au quotidien se soit "normalisée". Il prend les devants dans l'objectif de bloquer les luttes dont elle présente la résurgence. La manifestation du 5 décembre 2020 à Paris Porte des Lilas a déjà alerté la CGT sur la révision en matière de tactique entreprise par les forces de l'ordre; ce 1er mai ces dernières ont agi en gardant la même perspective tout en réussissant à procéder de façon plus discrète.

Si nous parlons essentiellement de la CGT, c'est parce que c'est la seule organisation syndicale qui offre aux travailleurs un cadre leur permettant de développer les luttes revendicatives en opposition au capital. Les autres structures, bien au contraire, constituent toutes des obstacles - la CFDT évidemment, qui met en oeuvre la collaboration de classe directe avec le capital; quant aux autres, dans les meilleurs de cas leurs pratiques sont inappropriées. Et tout cela, le pouvoir le sait aussi, bien sûr, et ainsi il prend pour cible précisément la CGT.

Il ne s'agit pas de circonstances momentanées. Il faut pleinement prendre la mesure de la situation créée actuellement par l'épidémie, et du contexte qui en résultera ultérieurement. Le système capitaliste impérialiste mondial est affecté par une "crise" qui n'est pas une crise économique conjoncturelle de sousconsommation/surproduction. Il ne s'agit pas du résultat d'une période d'essor économique qui aurait abouti à une situation de surproduction, nécessitant une adaptation générale de l'appareil de production (fermetures d'usines, suppression de postes...). Ce qui s'est passé s'apparente plutôt à un contexte tel qu'il s'est présenté à l'issue des deux guerres mondiales : destructions matérielles massives suivies d'un essor économique porté par les oeuvres de reconstruction - sauf que dans le cas de la pandémie la paralysie momentanée de l'appareil de production résulte d'une décision prise par les bourgeoises

concernées elles-mêmes. Mais il y a une particularité supplémentaire. Dans ces guerres, les vainqueurs en termes militaires se trouvaient par là-même en position de vainqueurs du point de vue de la domination impérialiste internationale, c'est-à-dire les rapports de concurrence interimpérialiste étaient momentanément stabilisés. La situation actuelle ne connaîtra pas un telle issue, tous les pays sont affectés plus au moins au même titre. Aucune parmi les puissances impérialistes n'est d'office "vainqueur" et elles sont toutes contraintes de se concerter au niveau mondial. Cependant la concurrence interimpérialiste persiste naturellement, en ce sens que chaque puissance impérialiste s'efforce de relancer son économie au plus tôt afin de se trouver en position avantageuse dès maintenant.

La classe ouvrière a besoin de ses organisations propres

On assiste depuis longtemps à la multiplication de mobilisations diverses impliquant principalement des couches de la petite bourgeoisie. La plupart, telles que celles initiées autour de l'appel "Indignés-vous", étaient d'emblée destinées à rester éphémères. Les mobilisations déployées sous le signe des "gilets jaunes" avaient, durant leur phase massive, un caractère composite interclassiste. Ainsi elles pouvaient donner lieu ponctuellement à des luttes auxquelles participaient les syndicats, et la CGT, contrairement aux reproches qui lui ont été faites régulièrement, ne s'est pas tenue à l'écart.



Gilets Jaunes 2019

Les promoteurs de ces mobilisations pensaient mettre en oeuvre des formes d'organisation originales - à travers les "assemblées" locales et les "assemblées des assemblées" - afin de "redonner le pouvoir de décision au peuple, par le peuple, pour le peuple"[7]. Or la dislocation du "mouvement" s'est imposée fatalement, à cause précisément de son caractère interclassiste. Les principales "figures" d'autrefois n'en font qu'à leur tête :

Eric Drouet et Jacline Mouraud se voient candidats aux élections présidentielles en 2022, Priscillia Ludosky se joint au chœur anti-service-d'ordre-CGT. La coutume vestimentaire des gilets jaunes est maintenue à titre plus ou moins individuel, mais ceux qui poursuivent des activités militantes sont dispersés en groupes séparés ayant des motivations différenciées.



Une délégation d'environ 150 zapatistes du Chiapas, au Mexique, parcourt l'Europe. "Des milliers de personnes s'activent pour les accueillir : zadistes, Gilets jaunes, collectifs féministes ou de sans-papiers, militants contre la violence policière... Objectif du voyage : relier les luttes, partout dans le monde."

Il y a les "Gilets jaunes constituants" mentionnés ci-dessus; dans un autre genre, des "gilets jaunes" de Saint Nazaire, Commercy et Bar-le-Duc organisent pour cet

été une rencontre avec une délégation de Zapatistes venant du Mexique... Pour les travailleurs, pour le mouvement ouvrier, il est vain de s'agglutiner à des structures d'organisation qui ne soient pas déterminées précisément par l'identité propre à la classe ouvrière. Le mouvement ouvrier en France dans sa phase actuelle est fondamentalement limité dans son action, du fait que la classe ouvrière ne dispose pas de son parti d'avant-garde, communiste, qui puisse la représenter en tant que classe consciente de soi. Le chemin sera encore long pour passer à ce niveau supérieur de la lutte de classe. En ce qui concerne la lutte revendicative pour l'amélioration des conditions de travail et de vie, elle se déploie malgré tout - il ne peut en être autrement -, mais elle pâtit de sérieuses entraves. Comme nous l'avons indiqué plus haut, seule la CGT offre un terrain favorable au développement des luttes. Néanmoins il faut constater clairement qu'elle n'adopte pas en tant que telle des orientations révolutionnaires, bien au contraire : de façon générale, elle promeut des "solutions" réformistes. Et pour autant que des positions contraires s'expriment en son sein, elles sont en bonne partie biaisées par l'influence de l'anarchosyndicalisme, ainsi que de militants venant du PCF qui, déçus par la dégénérescence totale de ce parti, pensent pouvoir faire jouer à la CGT un rôle de remplacement.

Quoi qu'il en soit, le mouvement ouvrier, et avec lui les structures de la CGT à différents niveaux, doivent s'efforcer à se mettre en ordre de bataille pour pouvoir affronter avec succès l'aiguïsement, prévisible, de la lutte de classe.

**Ne pas céder à la répression ni aux sabotages téléguidés,
intensifier les luttes,
s'organiser comme classe contre le pouvoir du Capital !**

Notes

1. <https://paris-luttes.info/element-de-reflexion-sur-le-sens-a-14785> (3 mars 2021)
2. <https://paris-luttes.info/k-way-noirs-et-chasubles-rouges-5765> (18 mai 2016)
3. <https://paris-luttes.info/face-aux-so-il-est-temps-de-8047> (3 mai 2017)
4. Le 17 juin 2019, le gouvernement organise un "Séminaire de travail sur le schéma national du maintien de l'ordre".
<https://www.interieur.gouv.fr/Actualites/Communiqués/Seminaire-de-travail-sur-le-schema-national-du-maintien-de-l-ordre>
5. <https://www.facebook.com/giletsjaunesconstituantspagedesecours/posts/1815751038602937>
6. <https://www.facebook.com/groups/257997285274009/permalink/461756571564745/>
7. Abraham Lincoln (président des USA 1860-1865), dans son discours de Gettysburg du 19 novembre 1863, a formulé cette définition de la démocratie qui a été ensuite reprise en France dans l'article 2 de la constitution du 4 septembre 1958 : "le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple".

La signification politique de l'écologie

Voilà maintenant plusieurs décennies que l'écologie en tant qu'idée politique s'est invitée dans le jeu politique bourgeois. Si aux origines l'écologie politique se trouvait cantonnée au second plan, l'ampleur de l'impact de plus en plus tangible des pollutions issues de l'activité humaine et l'accentuation du phénomène de réchauffement climatique ont dopé son développement. Le plus souvent, du moins à l'origine, "l'écologie" restait une idée et une force politique marginale qui était l'apanage de quelques partis se revendiquant "progressistes" et situés à "gauche" à la remorque de la social-démocratie. Elle a aujourd'hui largement dépassé ce clivage pour devenir un argument politique auprès de toutes les forces politiques quelles que soient leur tendances.

Motivée en premier lieu par "l'urgence d'agir" face au réchauffement climatique en cours, l'écologie en tant que politique a pris une place énorme dans le jeu politique bourgeois dans les grands pays capitalistes dominants - dont la Chine -, mais aussi parmi les pays subissant cette domination. Son influence est devenue très forte ces dernières années non seulement dans les milieux réformistes dont elle est issue mais aussi auprès de la jeunesse étudiante et jusque dans le mouvement ouvrier. La bourgeoisie libérale elle-même en a fait son cheval de bataille depuis quelques années, en accord avec le grand capital qui s'est semble-t-il lui aussi converti de destructeur en sauveur de la planète et de l'humanité (!).

Dans cette course à qui sera le plus vert s'introduit un argument se référant à "l'intérêt général" et qui prétend ainsi dépasser les clivages politiques et surtout les antagonismes de classes. L'embrouillamini actuel est si dur à démêler qu'un certain nombre de militants communistes et syndicaux parmi les plus conscients se laissent bernés par le mirage vert qui devrait nous conduire vers une société juste et respectueuse de l'environnement, travailleurs et exploités main dans la main, qui sommes après tout "dans le même bateau". Quand bien même certains reconnaissent (c'est même la majorité) qu'il faudra forcer la main aux capitalistes pour y arriver il n'en reste pas moins qu'ils foncent droit dans ce nouveau piège idéologique de la bourgeoisie et du réformisme.

Le terme "écologie" vient du grec "oikos" qui signifie maison, habitat. Il fut proposé dès 1869 par le biologiste Ernst Haeckel pour désigner la science étudiant les rapports entre les organismes et le milieu

environnant. Ainsi l'écologie en tant que tel est une science et pas une idée politique, néanmoins nous procédons ici à une analyse politique de ce que représente le terme "écologie" aujourd'hui. C'est pour cela que nous parlerons d'*écologie politique* plutôt que d'*écologie* tout court, ce dernier terme prêtant à confusion tel qu'il est utilisé dans le débat actuel. En tant que marxistes-léninistes, nous nous intéresserons au positionnement de classe de l'écologie politique, aux intérêts de quelle classe sociale elle correspond.

Tout d'abord rappelons que l'écologie politique n'est pas une idée neuve puisque cela fait plus de cinquante ans qu'elle existe et se développe. Les années 1970 sont pour l'écologie politique au niveau mondial celles qui la verront s'organiser elle-même en tant que force politique indépendante. Au même moment l'écologie commence à être prise au sérieux dans les pays industrialisés comme en témoigne l'organisation de la première conférence de l'environnement à Stockholm en 1972, préoccupation renforcée par le choc pétrolier de 1973. L'émergence de l'écologie politique a donc pour origine des raisons objectives qui se sont fait jour de manière évidente à cette époque : dans une société capitaliste moderne avec une croissance de la production et de la consommation qui sont gouvernés par l'anarchie des lois du marché et du profit maximum, l'homme ne peut manquer d'influer de manière de plus en plus significative et néfaste sur son environnement.

Si l'apparition de l'écologie politique est assez ancienne, son influence actuelle n'a tout au plus que 10 ans. L'importance de l'écologie dans le débat politique contemporain vient en vérité plus du travail médiatique des puissants médias de masses que du travail politique des partis qui veulent la représenter. Les écologistes politiques se sont trouvés des porte-paroles et des représentants aux niveaux national et international comme Nicolas Hulot, Greta Thunberg etc., mais il n'en reste pas moins que loin de déranger les capitalistes qu'ils désignent pourtant souvent comme étant la cause du mal, ils sont promus par ceux-là mêmes qu'ils dénoncent. Ils font la couverture des magazines, sont invités aux congrès internationaux pour exprimer une idée forte : il est temps d'agir face à l'urgence climatique. Les plus gros pollueurs de la planète réunis ensemble applaudissent à quatre mains des gens qui semblent pourtant être leurs pires opposants. La vérité c'est que derrière le "verdissement" du capitalisme qui s'amorce ne sont pas à la manoeuvre ceux que l'on croit.

En effet si les premiers touchés sévèrement par les problèmes liés à l'utilisation d'énergies fossiles et par les dégâts du réchauffement climatique sont les masses laborieuses qui à l'échelle mondiale en payent déjà le prix fort, le capital n'en est pas moins concerné de près. Les grands groupes monopolistiques transnationaux ont depuis longtemps pris acte de la raréfaction de certaines matières premières, comme les sources d'énergie fossiles (pétrole, charbon, gaz), dont ils sont les principaux exploiters. Il s'en suit la concurrence continue entre puissances impérialistes pour s'approprier ces ressources indispensables, et la situation des secteurs économiques concernés devient de plus en plus précaire. Le capital a aussi tout intérêt à limiter les effets du réchauffement climatique afin d'assurer la stabilité de l'ordre établi. La domination des principales puissances impérialistes mondiales (USA, Chine, France, GB, Russie etc.) se verrait remise en question par un bouleversement climatique trop important et trop soudain, entraînant des catastrophes en chaîne et des flux de migrants complètement ingérables au-delà d'un certain stade. Les dommages que cause la pollution sur la santé publique sont eux aussi cause de préoccupations de même type. Aussi pour se prémunir au maximum de ces périls le capital international a-t-il lui-même entamé sa propre restructuration que certains osent appeler "verte". Une restructuration qui patine, qui semble parfois incohérente car elle ne peut dépasser les contradictions internes du capitalisme en tant que mode de production. Si des secteurs économiques comme l'automobile ou encore l'énergie électrique se jettent volontiers dans cette restructuration qui leur permet de renouer avec le profit, d'autres comme l'aéronautique, les producteurs de pétrole et de gaz etc. voient les choses différemment parce que pour eux les perspectives de reconversion sont problématiques. De la même manière, si les États ou groupes d'États comme l'UE, la Grande-Bretagne ou les USA se lancent volontiers dans cette "transition énergétique", c'est bien comme importateurs de ressources énergétiques fossiles; au contraire, les pays comme la Russie ou l'Arabie Saoudite qui basent leur économie sur la consommation et l'exportation de pétrole et de gaz, ne voient pas de raison de procéder à une transition dite "écologique" qui leur coûterait à l'heure actuel plus qu'elle ne leur rapporterait. L'ensemble des points énoncés ici mériteraient d'être développés de manière plus approfondie, étant donné que la compréhension de cet état de fait économique est indispensable pour analyser cette restructuration de l'économie capitaliste

mondiale. Néanmoins ici nous nous concentrons sur l'aspect politique de la question.

Écologie politique libérale

On voit donc que le grand capital a résolu de réajuster certains aspects de sa structuration sectorielle à plus ou moins long terme, sans qu'évidemment cela remette en cause les fondements des rapports de production capitalistes. Mais une telle transformation représente un coût financier énorme que le capital entend bien réduire au minimum pour lui-même en le faisant peser sur les travailleurs. Ce coût est cependant trop lourd pour le faire peser d'un coup sur les épaules des masses exploitées sans préparer le terrain idéologique qui leur fera accepter les sacrifices à venir comme paraissant inéluctables. C'est là qu'entre en scène le tapage médiatique incessant autour de "l'écologie" comme intérêt commun de l'humanité toute entière (exploiteurs et exploités), mettant en avant la prise de conscience individuelle de chacun qui par ses actes (de consommation) devrait préserver l'humanité d'une apocalypse annoncée.



"L'association Les Collectifs vient d'être créée. L'objectif de ces salariés engagés pour l'écologie est de partager de bonnes pratiques pour adopter une culture d'entreprise plus durable. "

En tant que consommateur, le travailleur constitue de toute façon un maillon essentiel dans le circuit de la création de valeur - surtout de plus-value - et de sa transformation en profit pour le capitaliste. Mais ce rouleau compresseur de la propagande écologique vise à soumettre le travailleur à un ultimatum de la part de la société capitaliste toute entière : soit il coopère main dans la main avec la bourgeoisie, consomme les produits issus des nouvelles productions (par exemple voiture électrique à la place de thermique etc.), se reconvertit afin de trouver un emploi moins "polluant" dans la restructuration économique qui s'annonce; soit il devient un dangereux destructeur de l'environnement. On culpabilise l'individu pour masquer la responsabilité du mode production capitaliste lui-même. Les mesures législatives prises par les États capitalistes concernés ont pour but de faciliter au maximum cette restructuration forcée, voire à la diriger dans le sens voulu par l'État lui-

même. Les forces politiques libérales ont fait leur ce programme de base du capitalisme en la matière et se sont par là-même attribué à leur tour le titre usurpé "d'écologistes". Cette politique sert directement les intérêts économiques de la grande bourgeoisie capitaliste au détriment du prolétariat et cela malgré ses airs progressistes. Elle ne fait que consacrer l'hégémonie du mode de production capitaliste, elle doit être combattue de manière résolue par les communistes marxistes-léninistes.

Écologie réformiste ou "de gauche"

Il s'agit là en vérité du point qui nous intéresse le plus en tant que militants communistes en rapport avec le niveau actuel de la conscience politique des masses et des militants politiques et syndicaux "de gauche" que nous touchons ou du moins essayons de toucher par notre travail. Car si les libéraux de "droite" ont récupéré avec succès le thème de l'écologie et savent en user de manière efficace pour arriver à leurs fins, l'écologie politique reste historiquement une idéologie de "gauche", autrement dit réformiste. Le tronc commun est le même que celui emprunté par les "écologistes de droite", à savoir une individualisation à outrance d'un problème qui relève avant tout de la structure économique de la société capitaliste elle-même, la transformation du travailleur exploité en consommateur responsable etc. etc. Jusque-là ces deux tendances de l'écologie politique se ressemblent trait pour trait. Mais ce qui fait, pour le mouvement ouvrier, de l'écologie politique réformiste un danger plus grand que l'imposture de l'écologie libérale, c'est qu'au contraire de cette dernière elle entend se poser comme l'unique alternative progressiste de l'humanité en liant l'écologie libérale aux vieux programmes sociaux de la gauche réformiste. Les "écologistes de gauche" qui entretiennent des discours radicaux par la forme allant parfois jusqu'à l'anticapitalisme affiché, se voulant les champions du progrès de l'humanité, n'en restent pas moins des réformistes à la remorque des libéraux. L'imposture réformiste des écologistes de gauche resterait sans grand danger si l'écologie n'était pas devenue par l'effet des médias tout puissants un thème politique central de notre époque. L'orientation actuelle du débat donne aux écologistes réformistes une influence politique et idéologique sans précédent pour ce mouvement. Cette influence de plus en plus forte pénètre la jeunesse étudiante qui s'est illustrée lors des marches pour le climat en France organisées ces dernières années, mais aussi jusque dans le mouvement

ouvrier. Un exemple parmi d'autres de cette influence grandissante des idées "écologistes" dans le mouvement ouvrier et syndical : les pourparlers entre la CGT, Greenpeace et ATTAC qui ont débutés en janvier 2020 et qui s'employaient à créer un programme "vert et rouge" afin de faire face aux enjeux climatiques et sociaux à venir. Ces tentatives de la part de la CGT de chercher à renforcer son influence en se donnant une étiquette verte par une association avec les promoteurs de l'écologie politique tant à la mode sont dommageables. Elles éloignent les syndicats de leur tâche, celle d'assumer la défense des travailleurs dans un rapport de classe contre classe, et ne peuvent que les faire glisser un peu plus dans la voie du réformisme. La CGT n'est pas la seule organisation à opérer cette évolution. L'ensemble des forces politiques de "gauche" font désormais campagne sur le thème de l'écologie, en plaçant cette dernière en première lieu avant les préoccupations sociales touchant les travailleurs (en témoignent les affiches des récentes élections régionales de juin 2020). Les discours se radicalisent contre le capitalisme plus comme une réponse à "l'urgence climatique" que comme une véritable analyse politique. L'ensemble des organisations politiques, syndicales, associatives et les intellectuels influencés par l'écologie politique colportent en réalité le même genre d'illusions réformistes traditionnelles drapées d'un nouvel habit "vert".



En clair: changer LE système capitaliste, mais ne pas changer DE système en instaurant le socialisme.

Tous considèrent que l'origine des maux de notre société ne réside pas dans les rapports sociaux de production capitalistes en tant que tels, comme un tout, mais incriminent certains aspects, le capitalisme "moderne", "mondialisé", la domination des "banques", de la "finance". Face à ses ennemis déclarés chacun d'entre eux y va de sa solution miracle afin de sauver la planète de la catastrophe : taxe sur les transactions financières, "prendre dans les poches des entreprises",

taxes carbone diverses pour financer la fameuse transition écologique, circuits court, agriculture raisonnée etc. Dans le but de réaliser leur programme les écologistes en bons réformistes s'en remettent à l'État bourgeois et à la prise de conscience de la "société civile". Leurs solutions se cantonnent à des mesures législatives qui pour eux doivent s'imposer naturellement, par la raison et par la compréhension de l'urgence face à une catastrophe écologique imminente. Tout le reste doit être laissé de côté, si besoin est, pour répondre aux enjeux écologiques.

Ainsi les écologistes actuels se sont bel et bien lancés dans un recyclage à grande échelle, celui des idées réformistes. À l'égal du réformisme, ils nient l'existence de la lutte des classes, ils considèrent l'État comme étant une structure au-dessus des classes, de médiation et de compromis (d'intérêt général !). Dans l'ensemble des thèses et des programmes exposés par les représentants de l'écologie politique, et par les solutions qu'ils proposent, ils se révèlent être pour l'essentiel les représentants de la petite bourgeoisie. On ne peut que conclure comme Lénine qui écrit en parlant des populistes russes une appréciation qui s'applique bien dans notre cas : "La compréhension superficielle des faits et l'empressement à accepter des compromis, ces traits caractéristiques du petit bourgeois ressortent ici de toute évidence." (V. I. Lénine, Oeuvres, tome 1; Paris, Éditions sociales, 1958; p. 424.)



L'écologie politique est nocive, par les illusions qu'elle véhicule dans les masses, la petite bourgeoisie et plus particulièrement au sein du prolétariat. Elle entrave la prise de conscience chez les travailleurs, de la nécessité de leur émancipation du capitalisme. De manière objective, les écologistes comme les autres réformistes avant eux font le jeu de la bourgeoisie au pouvoir, que cela soit de manière consciente ou dans le cas de certains militants honnêtes, malgré eux. Ce n'est pas parce que le changement climatique et la destruction des ressources de notre planète sont une réalité

dangereuse pour l'humanité qu'il faut abandonner le raisonnement scientifique à la lumière du marxisme-léninisme. Certains militants se revendiquant du marxisme-léninisme eux aussi ont tendance à oublier cela et se jettent inconsidérément dans la cohue de "l'écologisme", de "l'écosocialisme". Ce faisant ils mettent la charrue avant les boeuf en considérant qu'il faut engager ses forces pour la préservation de la planète d'abord et que sur la base de ce combat qui servirait de tremplin à la lutte ouverte contre le capitalisme nous pourrions édifier la société socialiste. En prônant ce genre d'idées ils entendent "compléter" le socialisme, dont la conception ne prend pas suffisamment en compte, selon eux, les questions d'écologie. Ils s'alignent ainsi sur les critiques fausses selon lesquelles le marxisme serait une doctrine productiviste. Ils prennent le problème à l'envers. C'est la société capitaliste qui - par les antagonismes de classe et la contradiction fondamentale entre d'une part le caractère social du travail issue de tous les travailleurs et d'autre part la propriété privée des moyens de production - engendre l'exploitation insoutenable des prolétaires du monde entier de même que la tendance vers la destruction de notre planète. Seul le socialisme, première phase du communisme, mettra fin à ces rapports sociaux et pourra ainsi constituer un terreau fertile pour une véritable "écologie". C'est cela qu'en tant que communistes nous devons dire et non l'inverse. Se laisser bercer par l'illusion que la prise de conscience écologiste et la popularité montante des idées écologistes (au sens bourgeois du terme) dans l'opinion soit l'occasion pour les communistes de faire un pas en avant vers l'émancipation du prolétariat en se mettant à la remorque de ces mouvements, c'est sombrer dans le réformisme, c'est trahir la cause de la classe ouvrière.

Notre rôle est au contraire de s'emparer de ces sujet importants afin de les lier le plus étroitement possible à la lutte de classe contre le capitalisme, qui est à l'origine de tous cela et nous enferme dans une impasse mortelle à l'échelle de l'humanité. Ce qu'il nous faut faire en définitive sur ce sujet comme beaucoup d'autres, c'est bâtir notre indépendance idéologique et politique vis-à-vis des partis et organisations de la bourgeoisie afin de pouvoir aborder les problèmes écologiques de notre époque de la seule manière qui puisse les résoudre de manière effective, de manière prolétarienne. Sans lier la lutte écologiste à la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie et pour le socialisme on ne peut que rester à la remorque des réformistes, on laisse la main à la bourgeoisie et aux capitalistes.

Palestine

La question des perspectives stratégiques possibles pour le peuple palestinien

Les origines historiques fondamentales de la situation dans laquelle se trouve le peuple palestinien sont connues, largement analysées et discutées, et suffisamment documentées pour que l'on puisse distinguer les constats factuels des interprétations falsifiées, déformées à des fins de propagande réactionnaire. Pour formuler une position déterminée concernant la situation actuelle, on ne peut se contenter de considérer une période limitée plus ou moins récente. Il faut impérativement prendre comme référence centrale le développement au cours des années 1880-1890 du mouvement sioniste, avec comme objectif l'établissement d'un État national juif. Dès cette époque, les actions entreprises en ce sens se concentrent sur la Palestine, et revêtent clairement un caractère de colonisation capitaliste, en coopération étroite avec la Grande-Bretagne, puissance impérialiste naissante.



Avant 1937, pendant le mandat britannique en Palestine. Des Arabes manifestant à Jérusalem contre l'immigration juive.

Les différentes étapes qui suivent (mandat attribué par la Société des Nations en 1922, plan de partage de l'ONU en 1947, déclaration de l'indépendance de l'État d'Israël en 1948 et la guerre que déclenche cet acte, la guerre israélo-arabe de 1967, ainsi que la consolidation ultérieure d'Israël comme agent au service de la domination impérialiste dans la région - exercée en premier lieu par les USA), représentent la mise en oeuvre systématique d'un rapport de domination et d'oppression exercé par l'État d'Israël à l'égard du peuple palestinien.

Tant que l'État d'Israël traversait la période formative initiale, l'attitude logique à adopter de la part

des Palestiniens se dessinait assez clairement - du moins en principe : refuser l'appropriation d'une partie du territoire de la Palestine par une population juive dans le cadre d'un État séparé créé à cette fin. À partir de la victoire d'Israël dans la guerre de 1967, l'État sioniste a pu s'imposer comme une réalité achevée, incontestable - du moins en principe, là encore. Désormais le peuple palestinien n'était plus confronté à un ennemi visant à atteindre un but préjudiciable aux Palestiniens, mais à un ennemi qui avait imposé la réalisation de son objectif fondamental comme un fait établi.



1936 pendant le mandat britannique en Palestine. Rassemblement au cours d'une grève générale.

Éléments concernant les positions des organisations palestiniennes

[Remarque préalable : dans ce qui suit, nous faisons référence à des documents et des déclarations dont des citations plus détaillées sont rassemblées en [annexe 1](#).]

En 1964 est créée l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) pour regrouper les différents groupes luttant contre l'occupation sioniste. Comme organe de direction, l'OLP comprend notamment le Conseil national palestinien. La principale composante de l'OLP est le Fatah, fondé en 1959 par Yasser Arafat. En juin 1974 la 12e session du Conseil national palestinien tenue au Caire adopte un programme politique en dix points. Les passages essentiels énoncent que l'OLP "lutte par tous les moyens dont elle dispose [...] pour libérer le territoire palestinien et édifier l'autorité nationale indépendante [...] du peuple sur toute partie du territoire palestinien qui sera libérée"; qu'elle "lutte contre tout projet [...] dont le prix serait [...] le

renoncement aux droits historiques de notre peuple à rentrer chez lui et décider de son propre sort"; et que "son objectif stratégique" est "l'édification d'un État palestinien démocratique".

La 19e session du Conseil national palestinien tenue en novembre 1988 à Alger proclame la création de l'État de Palestine et reconnaît les résolutions 181, 242 et 338 de l'ONU. La résolution 181 de novembre 1947 adopte un plan de partage [voir l'[annexe 2](#)], tandis que la résolution 242 de 1967 confirme les frontières d'Israël telles qu'elles résultaient de l'issue de la guerre de cette même année [voir l'[annexe 2](#)], affectant à l'État palestinien les territoires de Gaza et Cisjordanie, ce qui constitue un amoindrissement par rapport aux délimitations fixées en 1947. La résolution 338 de 1973 renouvelle la demande de l'application de la résolution 242. Cette décision du Conseil national palestinien, interne à l'OLP, est à la base de l'accord bilatéral entre l'OLP et Israël conclu en 1993 : une déclaration appelée "Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie" est signée par Yasser Arafat et le premier ministre israélien Itzhak Rabin. Ce texte officialise la reconnaissance des résolutions 242 et 338.

En résumé, la position de l'OLP abandonne ainsi l'objectif consistant à "édifier l'autorité nationale indépendante [...] du peuple sur toute partie du territoire palestinien qui sera libérée" et y substitue la recherche d'un arrangement permettant à la population palestinienne des territoires extérieurs aux frontières de l'État d'Israël de réaliser une administration autonome.

Face à cet état des choses, rares sont les forces politiques qui assument de façon conséquente des positions aptes à guider correctement la défense du droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Quant aux actions et mouvements de solidarité au niveau international, pour la majorité ils se replient sur des positions générales erronées, ou alors déploient des formes de soutien éludant le problème de fond.

Les décisions de l'OLP en 1988 puis 1993 ont eu pour conséquence que les débats se focalisent largement sur la question de "deux États". Parmi les organisations composant l'OLP figurent principalement - outre le Fatah - le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Hamas (acronyme en arabe pour "Mouvement de la Résistance islamique"). Voici un résumé de quelques prises de position concernant la façon d'envisager le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.



2010, dans la ville de Gaza. Rassemblement organisé par le FPLP.

Le FPLP s'en tient au rejet de l'idée de "deux États". En 2009 Ahmad Saadat, Secrétaire du FPLP, déclare : "Le slogan de "deux États pour deux peuples" qui est exprimé ne fait qu'ouvrir la porte à l'acceptation d'Israël comme "État juif". Une déclaration du FPLP en 2014 explique : "La lutte palestinienne est une lutte pour la libération de notre peuple et de notre terre d'un régime colonial brutal et génocidaire. [...] C'est le combat pour établir une Palestine démocratique pour tous sur toute la terre de Palestine, libérée de l'occupation, du racisme et de l'oppression. La "solution à deux États" n'a pas été un mécanisme pour réaliser progressivement les droits palestiniens, ni même une véritable souveraineté palestinienne; [...]" Ahmad Saadat, Secrétaire du FPLP, en 2018, réaffirme l'objectif : "[...] la construction d'un seul État libre, démocratique et laïque en Palestine - pas celui des frontières de 1967 - où tout citoyen peut vivre en paix sans distinction de religion ou de race."



Peinture murale à la ville de Gaza, en 2015. Elle montre Khalida Jarrar, membre du FPLP et députée au Conseil législatif palestinien, à l'époque condamnée par un tribunal israélien et emprisonnée, puis détenue à plusieurs reprises. C'est le cas actuellement suite à une condamnation à 2 ans d'emprisonnement.

Quant au Hamas, la Charte fondatrice de 1988 appelle à la reconquête de la Palestine entière, y compris

les territoires correspondant à l'État d'Israël actuel : "Le Mouvement de la Résistance Islamique considère que la terre de Palestine est une terre islamique waqf [un bien de mainmorte, c'est-à-dire inaliénable] pour toutes les générations de musulmans jusqu'au jour de la résurrection. Il est illicite d'y renoncer en tout ou en partie, de s'en séparer en tout ou en partie." Mais par la suite le Hamas formule une vision modifiée, qui tente de concilier principes et pragmatisme, ce qui est propice à des flottements dommageables. Khaled Mechaal, chef du bureau politique du Hamas, en 2009, déclare que le Hamas envisage : "l'établissement d'un État palestinien, souverain et complet, sur la base du 4 juin 1967 [voir l'[annexe 2](#)], avec Jérusalem pour capitale et le retour de tous les réfugiés dans leur patrie". Cependant, à la même époque Ismaïl Haniyeh, membre du bureau politique du Hamas, affirme : "Nous n'abandonnerons jamais la Palestine du fleuve à la mer." Puis en 2017, le Hamas adopte un texte présenté comme un "document de principes et politiques généraux" qui reprend cette double orientation : "Le Hamas rejette toute alternative à la libération complète et achevée de la Palestine, du fleuve à la mer. Cependant [...] le Hamas considère la création d'un État palestinien entièrement souverain et indépendant, avec Jérusalem comme capitale, selon les limites du 4 juin 1967 [...] comme une formule de consensus national."



Décembre 2020. Les organisations palestiniennes FPLP, Hamas, Djihad Islamique effectuent pour la première fois un exercice militaire en commun, en Gaza.

Il faut mentionner aussi le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP). Il a pour caractéristique propre d'avoir insisté sur la nécessité de prendre en considération le mouvement ouvrier. En mars 1968, le dirigeant du FPLP George Habash est arrêté en Syrie. Au sein de l'organisation, Nayef Hawatmeh avec Yasser Abd Rabbo forme alors une faction qui arrive à faire élire sa liste et atteint la majorité à la direction. Ultérieurement d'autres composantes insistent sur de nouvelles élections, la

majorité retire plusieurs candidats pour éviter la controverse et redevient minoritaire. L'action la plus significative de la brève période influencée par Hawatmeh a été de publier un rapport politique de base au nom du FPLP. Le rapport indique notamment que : "les classes ouvrières et paysannes sont celles qui sont prêtes à porter les armes et à mener une guerre à long terme contre les ennemis de la libération nationale, à savoir l'impérialisme et ses agents". En novembre 1968, une opération d'évasion sauve Habash de la prison et il reprend sa position au sein du FPLP. En février 1969, le groupe de Hawatmeh s'établit en tant qu'organisation indépendante, Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine (FDPLP). Le terme "populaire" a été ultérieurement supprimé, suite à des pressions en ce sens de la part du FPLP. Dans un premier temps, le FDPLP survit difficilement, mais des dissidents baasistes et communistes qui avaient formé de petits partis séparatistes se sont joints à lui. Puis la majorité de l'Organisation populaire pour la libération de la Palestine (OPLP), de tendance maoïste, s'est dissoute dans le FDPLP. Le FDPLP a également bénéficié du soutien syrien, sous la forme de fournitures d'armes et de l'utilisation d'installations d'entraînement militaires syriennes.

Il faut noter qu'au cours de son évolution, le FDLP a eu des contacts avec une organisation israélienne trotskiste, Derekh Ha-Nizoz (La Voie de l'étincelle), qui faisait à l'origine partie du Matzpen dont elle s'est séparée par la suite. Hawatmeh a rencontré des membres de cette organisation en 1982 [1].

En 1970 Hawatmeh appelle au renversement du régime hachémite de Jordanie au profit d'un "État national démocratique" propalestinien, conçu comme base pour reconquérir la Palestine israélienne pour la transformer en un État démocratique où coexisteraient deux cultures nationales[2]. Mais l'échec de cette perspective l'amène à avancer l'idée du mini-État palestinien (Cisjordanie et Gaza) comme première étape décisive vers l'État démocratique unitaire de toute la Palestine[3]. En 1974 Hawatmeh déclare : "Nous devons [...] imposer l'existence autonome de notre peuple sur n'importe quelle partie de territoire que les Israéliens évacueraient. Cette existence autonome [...] permettra ainsi [à notre peuple] de poursuivre sa lutte contre l'entité sioniste pour l'établissement d'un État démocratique sur l'ensemble de la Palestine." En 2018 Qais Abd al-Karim, secrétaire général du FDLP, explique : "Les mouvements palestiniens se trouvent

face à la nécessité de se réorganiser et de se lancer dans une nouvelle stratégie, basée sur la résistance populaire et sur l'interpellation de la communauté internationale afin qu'elle assume ses responsabilités et qu'elle sanctionne l'État d'Israël pour ses flagrantes et continues violations des lois internationales."

Exemples de positions de solidarité

En France, des organisations se prétendant marxistes-léninistes adhèrent à la "solution" de deux États.

Voici par exemple une prise de position de la part du PRCF, en juillet 2020, qui évoque[4] :

[...] la solution intégrale, juste et durable du conflit israélo-palestinien, qui permettrait au peuple arabe d'exercer son droit à l'autodétermination et de disposer d'un État indépendant et souverain sur la base des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, et qui garantirait le droit au retour des réfugiés.

Le PCOF tourne autour du pot. Au sujet de la Palestine, on trouve des articles dénonçant la politique de Netanyahu, de Trump, des allusions à la perspective de "deux États". Par exemple[5] : "Par sa décision, Trump liquide la "solution à deux États avec Jérusalem pour capitale", solution à laquelle presque plus personne ne croit mais qui était au coeur de la diplomatie des États-Unis et du Quartet après la signature des accords d'Oslo." Par ailleurs, le PCOF applique à la question de la Palestine le penchant - qui le caractérise - aux campagnes "publicitaires" consistant à mettre en avant sa signature à tout va. Ainsi il est partie prenante du "Collectif pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens". Voici par exemple un extrait d'un des appels signés à ce titre par le PCOF (février 2020)[6] :

C'est avec beaucoup d'arrogance et de mépris pour la communauté internationale que Trump a présenté un soi-disant plan de paix. [...] Les associations signataires [...] appellent le gouvernement français à soutenir et à prendre les initiatives pour sanctionner la politique israélienne d'occupation, de colonisation et d'annexion et mettre fin à tout ce qui contribue au maintien de cette situation [...]. Il est inconcevable que la France se rende ainsi

complice d'un tel plan. C'est une solution basée sur le droit qui doit s'imposer.

Réflexions sur la Palestine à la lumière de l'expérience de Rojava

Certaines similitudes apparentes pourraient laisser à penser que le succès de l'établissement d'une entité kurde autonome dans le cadre de Rojava indiquerait que la constitution d'un État palestinien sur un territoire limité (Cisjordanie, Gaza) soit un objectif valable comme étape intermédiaire vers la réalisation complète du droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Ce n'est pas le cas, mais l'analyse comparée des contextes respectifs permet d'éclairer le caractère erroné de la "solution de deux États" en Palestine. Rappelons ce qui a été exprimé plus haut : il faut impérativement tenir compte du processus historique à partir de son début au cours des années 1880-1890.



Novembre 2018.

Des milliers de Palestiniens en Gaza manifestent en soutien du mouvement de résistance palestinien.

La lutte pour le droit à l'autodétermination du peuple kurde a des origines historiques lointaines, mais un contexte spécifique a surgi avec la disparition des empires au sein desquels existait la société kurde. Le territoire kurde se trouve réparti entre quatre États différents, et pour chacun de ces États les Kurdes vivent sur une "parcelle" du territoire. Ces États sont certes soumis aux rapports de domination imposés par les puissances impérialistes, mais des multiples populations autochtones y vivent, avec un pouvoir d'État qui a, tant bien que mal, le caractère d'un État national indépendant. Cela signifie que le peuple kurde n'a de toute façon pas pour objectif de remplacer globalement le pouvoir d'État en place pour établir son propre pouvoir sur la totalité du territoire de l'État concernée. En outre, pour ce qui est plus précisément de Rojava, un des facteurs qui a permis la formation

d'une entité distincte au sein de la Syrie, c'est l'alliance nouée avec d'autres composantes ethniques en Syrie.

Il y a un point commun fondamental entre la Palestine et le Kurdistan, c'est le passage du capitalisme colonial à l'étape du capitalisme impérialiste. Les Palestiniens comme les Kurdes subissaient au même titre le partage du monde entre puissances impérialistes et le découpage qui en résultait au Moyen-Orient. Or, en Palestine le peuple palestinien constituait la population autochtone prédominante, bien que des Juifs y vivaient également. Certes, il ne faut pas en conclure que les Palestiniens doivent lutter pour la création d'un État réservé aux Palestiniens. Mais la détermination de l'objectif légitime du point de vue du peuple palestinien exclut tout dispositif qui ne serait qu'une nouvelle version de "plan de partage", c'est-à-dire la coexistence de deux États, "provisoire" ou définitive. L'idée d'établir un État palestinien sur une partie de la Palestine tout en déclarant que cet État ne reconnaît pas l'État d'Israël, est un subterfuge fallacieux : créer un État en bonne et due forme enlèverait toute cohérence à l'allégation que l'État d'Israël occupe un morceau de cet État palestinien. Et l'origine de la situation, à savoir l'installation d'une population juive prédominante moyennant une immigration massive imposée, implique que l'instauration d'un État unique sur la totalité de la Palestine ne peut être que le résultat de la lutte du peuple palestinien pour mettre fin à l'occupation sioniste. La façon de réaliser une coexistence entre Palestiniens et Juifs pourra être conçue et mise en oeuvre uniquement sur la base de la victoire de cette lutte. Évidemment, il est et sera important que les Palestiniens, en vue d'atteindre leur objectif, bénéficient d'un large soutien de la part de ceux parmi les Juifs qui, eux aussi, considèrent l'occupation sioniste de la Palestine comme illégitime.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Les communistes marxistes-léninistes soutiennent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Étant donné que la reconnaissance de ce droit se trouve parfois tronquée par la façon dont elle est formulée, il faut préciser certains points. En premier lieu, comme Lénine l'a expliqué, le droit d'un peuple à disposer de soi-même inclut le droit à la séparation de l'État à l'intérieur duquel vit cette population. Cela dit, cet aspect ne s'applique nullement au peuple palestinien, puisque vu sous cet angle, il s'agirait pour les Palestiniens vivant

en Israël, de se "séparer" de cet État, autrement dit de rejoindre ce "deuxième État" dont la création resterait à réaliser. D'autre part, le cas de la Palestine ne cadre pas avec l'idée de se libérer d'une domination extérieure de caractère impérialiste ou colonial. Certes, Israël peut à juste titre être considéré comme un État colonisateur, mais dans un sens tout à fait singulier : Israël est un "empire colonial" qui n'a pas d'existence en dehors du territoire colonisé lui-même; dès lors, la libération du peuple colonisé signifie non pas couper les liens avec la puissance colonisatrice, mais la disparition pure et simple de cette dernière en tant qu'État.

Cette défense de l'indépendance nationale s'inscrit dans le contexte global de la lutte antiimpérialiste. Pour les communistes dans les pays impérialistes cela implique qu'ils doivent en premier lieu s'opposer activement à l'oppression exercée par la bourgeoisie de leur propre pays à l'égard d'autres peuples et nations. Mais cette solidarité combattante ne peut et ne doit se substituer à la lutte des peuples opprimés. Ceux-ci doivent fondamentalement compter sur leurs propres forces, ce qui signifie en même temps qu'ils doivent déterminer eux-mêmes les objectifs et les moyens de leur lutte.

Nous, communistes marxistes-léninistes dans un pays impérialiste, devons certes analyser les situations qui caractérisent les différents conflits qui traversent le système mondial impérialiste. Nous devons distinguer entre les conflits qui opposent effectivement la classe ouvrière à la bourgeoisie, les peuples opprimés aux puissances oppressives d'une part, et les conflits qui relèvent des rivalités entre puissances impérialistes et des divergences entre différentes fractions au sein de la bourgeoisie. Une telle analyse est parfois complexe, dans la mesure où le mécontentement des masses populaires face aux gouvernements de même que l'hostilité des peuples envers les pays dominants peuvent être manipulés et déviés par la bourgeoisie. Mais quand nous constatons qu'une lutte donnée est juste en tant que lutte pour le droit d'un peuple à disposer de soi et pour ses droits démocratiques - et c'est assurément le cas en ce qui concerne le peuple palestinien -, notre solidarité ne doit prétendre à donner aux forces en lutte des leçons sur la façon d'agir ni ne doit être conditionnée par les alliances qu'elles nouent.

À l'échelle historique, les mouvements de libération nationale, pour aller vers la victoire, doivent être guidés par des forces liées à la classe ouvrière et adoptant le point de vue de la révolution prolétarienne. De fait,

dans le contexte concret actuel cette perspective est lointaine. Néanmoins, en observant le cas du peuple kurde, la comparaison entre Rojava et le gouvernement régional autonome en Irak montre effectivement que le point de vue de classe joue toujours un rôle moteur. En ce qui concerne les forces bourgeoises, autrefois, dans le cadre des mouvements de libération nationale contre l'occupation coloniale, pouvaient intervenir des composantes représentant une bourgeoisie nationale, dont la situation les poussait à vouloir s'extraire de la prédominance de la bourgeoisie liée à la puissance colonisatrice. Avec le passage au système mondial du capitalisme impérialiste pleinement développé, cette perspective est devenue largement hypothétique. Les événements récents en Espagne en rapport avec la Catalogne ont montré la vanité d'un mouvement de "libération" nationale restant à la traîne de forces

bourgeoises qui pensent pouvoir tirer avantage en s'extrayant de l'État espagnol pour se tourner vers l'Europe.

Toujours est-il que, du point de vue général du marxisme-léninisme, le droit des peuples à la libre disposition d'eux-mêmes est un facteur fondamental. La poursuite de notre objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, en France, doit toujours aller de pair avec la participation à lutte antiimpérialiste, que ce soit face à notre propre gouvernement ou par la solidarité agissante avec les combats menés ailleurs contre l'impérialisme mondial. Cependant, cette solidarité, nous la concevons comme partie intégrante de la lutte pour la révolution socialiste, et elle ne peut donc pas prendre la forme d'un soutien suiviste à n'importe quelle mobilisation subjectivement "progressiste".

Annexe - 1

Quelques citations réflétant les positions des organisations palestiniennes

OLP

- En juin 1974 la 12e session du Conseil national palestinien tenue au Caire adopte un programme politique en dix points, dont les suivants[7].

2) L'O.L.P. lutte par tous les moyens dont elle dispose, notamment la lutte armée, pour libérer le territoire palestinien et édifier l'autorité nationale indépendante et combattante du peuple sur toute partie du territoire palestinien qui sera libérée.

3) L'O.L.P. lutte contre tout projet ou entité palestinienne dont le prix serait la reconnaissance de l'ennemi, la conclusion de la paix avec lui et le renoncement aux droits historiques de notre peuple à rentrer chez lui et décider de son propre sort.

4) L'O.L.P. considère que toute mesure de libération n'est qu'un pas vers la réalisation de son objectif stratégique, à savoir l'édification d'un État palestinien démocratique conformément aux résolutions des précédentes sessions du Conseil national palestinien.

FPLP

- Ahmad Saadat, Secrétaire du FPLP, juin 2009 [8]

La fin du conflit historique et l'objectif ne peuvent être que la fin de l'entité sioniste et l'instauration de la démocratie dans toute la Palestine, à travers la mise en oeuvre du droit au retour palestinien. Le slogan de "deux États pour deux peuples" qui est exprimé ne fait qu'ouvrir la porte à l'acceptation d'Israël comme "État juif", ce qui menace non seulement notre droit au retour, mais aussi l'existence des masses de notre peuple dans la partie occupée de la Palestine de 1948 sur le terrain où ils sont nés et où ils sont restés fermement enracinés et forts, dans le territoire.

- FPLP, décembre 2014 [9]

Le FPLP rejette sans équivoque la soi-disant "Initiative française" parrainée aux Nations Unies par le régime jordanien comme une menace dangereuse pour le droit au retour des réfugiés palestiniens qui sape les droits des Palestiniens dans le cadre des Nations Unies sous couvert de soutien à un "État palestinien" [...].

La lutte palestinienne est une lutte pour la libération de notre peuple et de notre terre d'un régime colonial brutal et génocidaire. C'est pour le retour des réfugiés palestiniens, c'est pour l'exercice de la souveraineté et de l'autodétermination du peuple palestinien sur l'ensemble de ses terres. Ce n'est pas un conflit entre des parties égales, c'est une lutte entre le colonisé et le colonisateur, entre l'opprimé et l'opresseur. C'est le combat pour établir une Palestine démocratique pour tous sur toute la terre de Palestine, libérée de l'occupation, du racisme et de l'oppression.

La "solution à deux États" n'a pas été un mécanisme pour réaliser progressivement les droits palestiniens, ni même une véritable souveraineté palestinienne; au contraire, les "initiatives de construction de l'État" mentionnées positivement dans le projet de résolution ont soutenu l'investissement et l'exploitation capitalistes aux dépens des classes populaires palestiniennes, qui n'ont pas bénéficié d'un tel financement. Il n'y a aucune libération pour aucune partie de la Palestine ou de son peuple envisagée par cette résolution : seulement la poursuite de la série interminable de négociations qui érodent les droits palestiniens tandis que l'occupant continue d'attaquer et de détruire.

- Ahmad Saadat, Secrétaire du FPLP, novembre 2018 [10]

L'objectif est de mettre la Palestine, pour la énième fois, sur la voie de la libération en réaffirmant l'essence même de la lutte palestinienne. Cela concerne principalement le retour des réfugiés et la construction d'un seul État libre, démocratique et laïque en Palestine - pas celui des frontières de 1967 [voir l'[annexe 2](#)] - où tout citoyen peut vivre en paix sans distinction de religion ou de race.

FDLP

- Rapport politique de base élaboré par le groupe de Nayef Hawatmeh au nom du FPLP, 1968 [11]

Le rapport demande :

[L]unité de toutes les classes et forces politiques sous la direction des classes révolutionnaires qui ont porté les armes tout au

long de l'histoire moderne de la Palestine. Ce sont les fils de ces classes qui ont répondu à l'appel aux armes depuis juin 1967. L'histoire moderne du peuple de Palestine, et celle des guerres de libération populaire dans tous les pays sous-développés, prouve que les classes ouvrières et paysannes sont celles qui sont prêtes à porter les armes et à mener une guerre à long terme contre les ennemis de la libération nationale, à savoir l'impérialisme et ses agents.

- Nayef Hawatmeh, 1974 [12]

Nous devons [...] mener la lutte sous toutes ses formes pour imposer l'existence autonome de notre peuple sur n'importe quelle partie de territoire que les Israéliens évacueraient. Cette existence autonome préservera notre peuple des campagnes d'extermination auxquelles il a périodiquement eu à faire face et lui permettra ainsi de poursuivre sa lutte contre l'entité sioniste pour l'établissement d'un État démocratique sur l'ensemble de la Palestine.

- Nayef Hawatmeh, en exil en Syrie, entretien, mai 2005 [13]

Question : Que pensez-vous de la façon de gouverner du président palestinien Mahmoud Abbas?

Hawatmeh : Je le connais depuis vingt ans. Nous étions amis. Nous le sommes toujours et maintenons des contacts réguliers. Sur le plan politique, il est réellement très différent de Yasser Arafat. Il veut parvenir à une paix globale avec Israël conformément aux résolutions des Nations unies et à la feuille de route.

- Qais Abd al-Karim, secrétaire général du FDLP, mai 2018 [14]

Le conseil central de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a décidé que les États-Unis ne pouvaient parrainer ledit "processus de paix" et que nous devons tout réorganiser, avec notamment l'implication de partenaires internationaux multilatéraux, basés sur les résolutions de l'ONU. [...] Les dirigeants israéliens montrent actuellement leur vrai visage : s'ils ont, ces dernières années, évoqué à de nombreuses reprises une solution à deux États, la réalité est que la coalition de droite qui dirige l'État d'Israël fait en ce moment absolument tout pour saboter cette possibilité. Ils sont désormais

clairement en train d'envisager d'annexer la Cisjordanie, et de l'intégrer dans un grand État israélien qui contrôlerait toute la Palestine historique, de la rivière Jourdain jusqu'à la Méditerranée. Les mouvements palestiniens se trouvent face à la nécessité de se réorganiser et de se lancer dans une nouvelle stratégie, basée sur la résistance populaire et sur l'interpellation de la communauté internationale afin qu'elle assume ses responsabilités et qu'elle sanctionne l'État d'Israël pour ses flagrantes et continues violations des lois internationales.

Hamas

- Charte du Mouvement de la Résistance Islamique - Palestine (Hamâs), 1988 [15]

Le Mouvement de la Résistance Islamique considère que la terre de Palestine est une terre islamique waqf [de main-morte] pour toutes les générations de musulmans jusqu'au jour de la résurrection. Il est illicite d'y renoncer en tout ou en partie, de s'en séparer en tout ou en partie [...] Tel est son statut selon la Loi islamique, statut identique à celui de toute terre conquise par les musulmans de vive force. À l'époque des conquêtes, en effet, les musulmans ont constitué ces terres en biens waqf pour toutes les générations de musulmans jusqu'au jour de la résurrection. [...] Le patriotisme [al-wataniyya], du point de vue du Mouvement de la Résistance Islamique, est un article de la profession de foi [ʾaqīda] religieuse. Il n'y a rien de plus fort et de plus profond dans le patriotisme que le jihad qui, lorsque l'ennemi foule du pied la terre des musulmans, incombe à tout musulman et musulmane en tant qu'obligation religieuse individuelle [fard 'ayn]; [...].

- Khaled Mechaal, chef du bureau politique du Hamas, juin 2009 [16]

Le Hamas considère que l'établissement d'un État palestinien, souverain et complet, sur la base du 4 juin 1967 [voir l'[annexe 2](#)], avec Jérusalem pour capitale et le retour de tous les réfugiés dans leur patrie est une manière convenable qui a fait consensus parmi les tous les membres du mouvement.

- Ismaïl Haniyeh, membre du bureau politique du Hamas, décembre 2009 [17]

"Nous n'abandonnerons jamais la Palestine du fleuve à la mer", a déclaré Haniya [...] se référant aux frontières d'avant 1948 [voir l'[annexe 2](#)] du mandat palestinien britannique entre la mer Méditerranée et le Jourdain. "Il ne suffit pas au Hamas de libérer Gaza, ni d'établir un émirat à Gaza, ni un État, ni une entité indépendante... Le Hamas s'efforce de libérer toute la Palestine."

- "Un document sur les principes et politiques généraux ", Hamas, 2017 [18]

2. La Palestine, qui s'étend de la Jordanie, à l'est, jusqu'à la Méditerranée, à l'ouest, et de Ras Al-Naqurah, au nord, jusqu'à Umm Al-Rashrash, au sud, est une unité territoriale indivisible. C'est la terre et la patrie du peuple palestinien. L'expulsion et le bannissement des Palestiniens de leur terre et l'établissement de l'entité sioniste à leur place n'anéantissent pas le droit du peuple palestinien à sa terre toute entière et ne donnent aucun droit à l'usurpateur sioniste. [...]

19. Il n'y aura aucune reconnaissance d'une légitimité de l'entité sioniste. Quelle que soit l'ampleur de l'occupation de la terre de Palestine, sont illégitimes la construction de colonies, la judaïsation ou la modification de ses caractéristiques ou falsification des faits. Jamais les droits ne disparaissent.

20. Le Hamas estime qu'aucune partie de la terre de Palestine ne devra faire l'objet de compromis ou de concessions, indépendamment des raisons, des circonstances et des pressions, et peu importe la durée de l'occupation. Le Hamas rejette toute alternative à la libération complète et achevée de la Palestine, du fleuve à la mer. Cependant, sans revenir sur son rejet de l'entité sioniste et sans renoncer à aucun droit palestinien, le Hamas considère la création d'un État palestinien entièrement souverain et indépendant, avec Jérusalem comme capitale, selon les limites du 4 juin 1967 [voir l'[annexe 2](#)], avec le retour des réfugiés et des déplacés vers les maisons d'où ils ont été expulsés, comme une formule de consensus national.

Annexe - 2

Du "Plan de partage" de 1947
aux "Frontières de juillet 1949"[19] :

29 novembre 1947 : l'Assemblée générale de l'ONU partage la Palestine en un État juif, un État arabe et une zone internationale pour Jérusalem et les Lieux saints. 14 mai 1948 : Israël déclare son indépendance et, dès le lendemain, fait face aux armées des États arabes qui ont refusé le partage. 20 juillet 1949 : la signature du dernier armistice entre Israël et ses voisins (en l'occurrence la Syrie) met fin à vingt mois de guerre judéo-palestinienne, puis israélo-arabe. Jusqu'au déclenchement d'un nouveau conflit militaire le 5 juin 1967, les lignes déterminées par les armistices constituent, du point de vue d'Israël, les frontières de ce pays. À l'issue de l'opération militaire menée du 5 au 10 juin 1967, Israël occupe la Cisjordanie, la bande de Gaza, le Golan en Syrie et le Sinaï égyptien. Pour autant que la Palestine est concernée, la référence aux frontières du 4 juin 1967 signifie donc le retour aux frontières de juillet 1949.

Plan de partage de l'ONU du 29 novembre 1947



- <https://www.tabletmag.com/sections/community/articles/is-zionism-the-problem-matzpen>
- <https://www.servicevolontaire.org/newsites/free/pierre/uploads/files/cde12607e0a95fa289a2cca28521c592.pdf>
- Le Monde diplomatique*, janvier 1974..
- <https://www.initiative-communiste.fr/articles/international/lannexion-de-la-cisjordanie-par-israel-est-illegale/>
- <https://www.pcof.net/wp-content/uploads/2018/01/LF-591.pdf>
- <https://cnpjdpi.org/Communique-Deal-du-siecle.html>
- https://www.lemonde.fr/archives/article/1974/06/04/les-dix-points-du-rapport-politique_2542684_1819218.html
- <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article13966>
- <http://ledesordre.over-blog.com/2014/12/pjfp-draft-un-resolution-of-french-initiative-threatens-palestinian-rights.html>
- <https://www.humanite.fr/palestine-reconstruire-la-resistance-par-le-mouvement-populaire-664319>
- <https://yplus.ps/wp-content/uploads/2021/01/Buck-Terry-James-The-Divide-of-the-Popular-Front-for-the-Liberation-of-Palestine.pdf>
- Le Monde diplomatique*, janvier 1974.
- https://www.liberation.fr/planete/2005/05/20/nayef-hawatmeb-ne-pas-renouer-avec-le-systeme-arafat_520389/
- <https://www.revue-ballast.fr/rencontre-avec-le-front-democratique-de-liberation-de-la-palestine/>
- <http://memri.fr/2014/07/30/la-charte-du-mouvement-de-resistance-islamique-hamas/>
- <https://www.aljazeera.com/news/2017/5/2/hamas-accepts-palestinian-state-with-1967-borders>
- <https://www.france24.com/en/20091214-hamas-vows-liberate-all-palestine-anniversary-rally>
- <https://www.chroniquepalestine.com/charte-mouvement-hamas-version-francaise/>
- <https://visionscarto.net/1948-La-Palestine-des-archives-aux-cartes>

La situation au Moyen-Orient sous l'angle géopolitique et ses répercussions sur la lutte du peuple palestinien

Entre les débuts du projet de colonisation mis en oeuvre par le mouvement sioniste et les années 1960, certains facteurs existaient sur les plans régional et mondial qui agissaient dans le sens d'un soutien à la lutte du peuple palestinien pour la réalisation de son droit à l'autodétermination, ou du moins contribuaient à un contexte favorable. Depuis, un remodelage des situations politiques propres aux pays de la région et une modification des relations entre les puissances impérialistes qui interviennent sur place se sont produits. Le peuple palestinien est confronté à une situation où s'additionnent l'hostilité de ses ennemis de toujours, la complicité avec l'occupant sioniste de la part d'alliés hypothétiques d'autrefois, ainsi que la soumission à l'occupant sioniste de la part des institutions et organisations censées représenter les Palestiniens.

Il importe de souligner que ce dernier point, concernant les Palestiniens eux-mêmes, ne relève pas seulement du domaine des programmes politiques et qu'il ne s'agit pas d'une résignation découlant d'un constat d'impuissance, mais d'un engagement actif en faveur de l'existence et de la protection de l'État d'Israël. Les principaux membres de l'Autorité palestinienne, en concordance avec le Fatah - organisation prédominant dans l'OLP - ont choisi de mettre en pratique la "solution de deux États" de façon totalement viciée : Israël, l'un des deux États, est traité comme un fait établi dont l'existence signifie que la "solution" est déjà en place à moitié; l'autre moitié, l'État palestinien, reste à créer, mais le caractère purement fictif de cette perspective est totalement évacué du tableau.

Les accords d'Oslo signés en 1993 entre l'OLP et Israël établissent un organe exécutif de l'autonomie palestinienne, dénommé "Autorité palestinienne", ainsi qu'une coordination entre les deux parties ayant pour objectif d'empêcher toute attaque contre Israël. Le renforcement de l'influence du Hamas à partir de son succès lors des élections de 2006 a été l'un des facteurs qui ont contribué à ce que l'Autorité palestinienne fasse de cette coopération avec Israël en matière de sécurité une affaire "sacrée", selon le propre mot de Mahmoud Abbas, président de cette Autorité palestinienne. Pour illustrer cette position, pleinement assumée, nous

donnons en [annexe 1](#) à ce sujet des explications plus détaillées.



Mahmoud Abbas et Benjamin Netanyahu lors des négociations de paix à Washington, en 2010.

Quelques rares éléments de la réalité ont échappé à cette évolution marquée par la capitulation devant l'ennemi ainsi que la raréfaction d'alliés extérieurs. Toutefois, actuellement, une analyse de la constellation des forces ne peut plus avoir comme axe majeur la détermination des forces alliées auprès desquelles le peuple palestinien pourrait trouver du renfort - il s'agit plutôt d'analyser les forces adverses afin de définir les méthodes et objectifs de lutte appropriés.

L'Iran et Israël ainsi que la Turquie, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, constituent le groupe des puissances régionales qui par leurs jeux d'alliances internationales et locales sont devenues les acteurs majeurs de cette zone.

L'Égypte (101 millions d'habitants), la Turquie et l'Iran (autour de 83 millions chacun) sont les trois pays les plus peuplés. L'Iran, Israël, la Turquie sont des États - Nations, dotés d'un appareil législatif et bureaucratique relativement stable. Depuis plus d'un siècle, les contestations des frontières historiques des États issus du partage de l'Empire ottoman, conséquence directe ou indirecte des accords Sykes-Picot, ont été reprises à leur compte aussi bien par les tenants d'une réunification du monde arabe selon une revendication de défense de l'identité arabe, que par les partisans d'un panislamisme basé sur des principes religieux.

François Georges-Picot, consul de France à Beyrouth et Mark Sykes, député conservateur britannique négocient en mai 1916 l'accord portant leur nom auquel se rallieront Russes et Italiens. Or, cet accord ne résistait pas au changement de régime en Russie en 1917 et aux "quatorze points" du président Wilson prétendant rejeter la diplomatie secrète et de promouvoir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il est abandonné par la France et la Grande-

Bretagne. Le traité de Lausanne de 1923 marque cette réorientation.

Les États de la région obtiennent successivement l'indépendance, les derniers en date Bahreïn, Oman, le Qatar et les Émirats arabes unis (EAU) en 1971. Quant à Israël, il faut noter que le mouvement sioniste a imposé sa propre façon de procéder à la création de l'État en divergence avec la politique officielle de la Grande-Bretagne.



Quelques éléments centraux à l'égard de la géopolitique régionale

L'intérêt stratégique du Moyen-Orient[1] réside notamment dans sa position d'espace de connexion, raccordant les Indes à la Méditerranée, la Mer rouge, l'océan Indien ou la Mer caspienne.

L'Arabie Saoudite a conclu en 1945 avec les USA le pacte dit du "Quincy", du nom du croiseur américain où il a été signé, pour une durée de 60 ans; il a été renouvelé en 2005. Ce pacte assure à l'Arabie Saoudite la protection militaire US contre toute menace extérieure, en contrepartie d'approvisionnements pétroliers garantis. Lorsqu'en 1979 l'URSS - qui n'était plus "soviétique" mais s'était transformée en puissance social-impérialiste - envahit l'Afghanistan, les USA sollicitent un soutien financier aux rebelles afghans auprès de l'Arabie Saoudite. Celle-ci dans ce contexte étend son influence en propageant le wahhabisme, et se rapproche du Pakistan sur le plan militaire.

L'Iran occupe une position de puissance régionale clé de la zone. Il soutient notamment les communautés chiïtes des pays du Golfe et du Levant. L'invasion de l'Irak par les USA en 2003 aboutissant à la chute de Saddam Hussein a d'ailleurs entraîné l'installation au pouvoir d'un régime chiïte, le chiïsme étant la religion majoritaire en Irak.

La Turquie, la Syrie, l'Irak et aussi l'Iran se trouvent avoir un intérêt commun du fait de l'hostilité partagée à l'égard de l'aspiration du peuple kurde à un État national propre.

Pour évaluer la capacité militaire il faut prendre en compte des données quantitatives aussi bien que qualitatives. Des analystes spécialisés dans ce domaine élaborent des indices numériques censés refléter la force militaire relative des pays comparés les uns aux autres. En 2021, une telle analyse donne le classement suivant pour les principaux pays traités ici[2] : Turquie à la 11e place dans la liste, Égypte 13e, Iran 14e, Arabie

Saoudite 17e, Israël 20e, EAU 36e, Kuwait 71e, Oman 72e, Qatar 82e, Bahreïn 103e.

Trois blocs se disputent le contrôle de de la région :

- un regroupement autour de l'Iran comprenant l'Irak ainsi que des milices chiïtes en Irak, le Hezbollah, et les Houthis au Yémen;

- l'ensemble des anciens régimes monarchiques du Golf - l'Arabie Saoudite, les EAU, Bahreïn - et aussi la Jordanie et l'Égypte;

- la Turquie est liée au Qatar ainsi qu'aux Frères musulmans et à des forces oppositionnelles actives dans les pays arabes.

Les pays arabes et Israël : la "normalisation"

En 1979 l'Égypte, membre fondateur de la Ligue arabe, a signé un traité de paix avec Israël. Les autres membres de la Ligue arabe réagissaient en votant la suspension de la qualité de membre de l'Égypte et le transfert du siège de l'organisation du Caire à Tunis. Cette décision a été annulée en 1989, le siège a été de nouveau installé au Caire l'année suivante. Le traité de paix stipulait la "normalisation des relations" y compris sur le plan diplomatique. Il reconnaissait la fin de l'état de guerre résultant du conflit déclenché par la déclaration d'indépendance de la part d'Israël; en particulier il prévoyait le retrait total des forces armées et colons israéliens de la péninsule de Sinäi qu'Israël avait occupée au cours de la guerre de 1967.

En 1994, la Jordanie également conclut un accord de paix et établit des relations diplomatiques avec Israël.

En 2002 la Ligue arabe a présenté une proposition en 10 points pour mettre fin au conflit arabo-israélien; elle appelait à une normalisation des relations entre le monde arabe et Israël en échange d'un retrait total d'Israël des territoires occupés et d'un "juste règlement" du problème des réfugiés palestiniens basé sur la résolution 194 de l'ONU (adoptée en 1948, cette résolution traite de la question des réfugiés et affirme leur droit au retour), ainsi que l'établissement d'un État palestinien avec Jérusalem Est comme capitale.

En aout 2020 les EAU concluent avec Israël un accord d'établissement de relations diplomatiques. Les domaines potentiels de coopération incluent la coopération militaire dans la région de la mer Rouge, et les questions de sécurité. Le mois suivant, l'accord est officialisé, Bahreïn s'étant entretemps joint à la

démarche. La Ligue arabe ne s'est pas prononcée à ce sujet. En particulier, les négociations précédant à l'accord étaient étroitement liées à la volonté des EAU d'acquérir des avions de combat US, exprimée dès 2015, mais qui se heurtait à l'opposition d'Israël[3]. Les termes de l'accord de septembre 2020 ont permis de lever ce blocage en rassurant Israël soucieux de garder la suprématie militaire dans la région. En novembre l'administration US annonça la vente aux EAU de 50 avions de combat F-35 dans le cadre d'une transaction d'armements portant sur 23 milliards de dollars.

En lien avec cet accord est publiée une déclaration commune par les USA, les EAU et Israël[4]. Elle contient entre autre une phrase concernant le domaine des religions : "Tous les musulmans qui viennent en paix peuvent visiter et prier à la mosquée Al-Aqsa et les autres lieux saints de Jérusalem resteront ouverts aux fidèles pacifiques de toutes les confessions." La portée d'une telle disposition peut sembler mineure, mais au fond elle s'inscrit dans la démarche de l'occupant sioniste qui combine actions de force, violence, et toutes sortes de mesures sournoises, en l'occurrence le fait de faire un pas de plus vers l'appropriation de l'esplanade de la mosquée par les sionistes.



Donald Trump en mai 2017 lors d'une visite à Riad, durant la cérémonie d'accueil.

L'ambassade des EAU en Israël a été ouverte officiellement en juillet 2021. Suite à l'accord de septembre 2020, les deux pays ont signé de nombreux accords bilatéraux dans des domaines divers, entre autres les investissements, les services bancaires, le tourisme, la sécurité[5]. Environ 100.000 Palestiniens vivent dans les EAU, la plupart sous un statut de résident.

Le Qatar, point de cristallisation de conflits multiples

Cette normalisation des relations entre les EAU et Israël avait été précédée par un conflit d'intérêts au sein des pays arabes de la région. En juin 2017, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, les EAU, Bahreïn et le Yémen annoncent l'expulsion du personnel diplomatique du Qatar, l'arrêt de l'ensemble des liens de transport avec le Qatar. Ce blocus sera levé en janvier 2021.

EAU - USA - Israël

Les dirigeants des EAU entretiennent des contacts officieux étroits avec les USA et Israël, par l'intermédiaire de certaines personnes bien placées[6]. C'est le cas de Yousef al-Otaiba, ambassadeur des EAU aux USA. En 2013, peu après le renversement de Mohamed Morsi - président d'Égypte soutenu par les Frères musulmans - par les militaires, al-Otaiba démarchait deux personnalités qui avaient fait partie de l'administration de George W. Bush en leur expliquant : "Des pays comme la Jordanie et les Émirats arabes unis sont les "derniers hommes debout" dans le camp modéré. Le printemps arabe a accru l'extrémisme au détriment de la modération et de la tolérance."



"Washington Life Magazine - le guide des initiés sur la société, le style, le pouvoir et la philanthropie"

"À la maison avec les philanthropes diplomatiques pionniers, l'ambassadeur Yousef Al Otaiba et son épouse Abeer"

Al-Otaiba a aussi recours aux services d'un groupe de réflexion et de lobbying dénommé "Foundation for defense of democracies" (FDD), entre autre en la personne du Conseiller principal de ce groupe, John Hannah, qui avait été conseiller adjoint à la sécurité nationale du Vice-Président Dick Cheney. Al-Otaiba s'est employé à pousser les USA à rompre leur alliance de longue date avec le Qatar, et notamment de fermer la base militaire[7].

La décision de juin 2017 de rompre les relations avec le Qatar est officiellement motivée par l'accusation que le Qatar soutient l'Iran et le "terrorisme islamique extrémiste" représenté par les Frères musulmans, Al-Qaida, les Houthis et les chiïtes au Bahreïn et en Arabie Saoudite[8]. Cette démarche a donné lieu à la transmission au Qatar d'une liste de demandes[9]. Parmi celles-ci, figure la fin immédiate de la présence militaire turque et de toute coopération militaire jointe sur le territoire du Qatar.

Il faut cependant relativiser la pertinence des allégations incriminant le Qatar[10].

La position du Qatar à l'égard de l'Iran n'est pas foncièrement différente de celle adoptée par les autres pays du Golfe en général. La cause immédiate de la rupture remonte à l'apparition en 2011 de mouvements d'oppositions dans plusieurs pays arabes. Le Qatar prenait une position favorable et les soutenait, en ce qui concerne plus particulièrement les Frères musulman en Égypte, Libye et ailleurs. Dans le cas de l'Égypte, il est vrai que le Qatar jugeait négativement le renversement de Mohamed Morsi et la venue au pouvoir d'Abdel Fattah al-Sissi, mais depuis, en 2014, le Qatar a déjà fait des concessions à l'Arabie saoudite à cet égard. À l'opposé, l'Arabie saoudite a apporté une aide financière massive au régime d'al-Sissi.

Qatar était prompt à soutenir l'opposition contre le régime d'Assad en Syrie, ce qui constitue une divergence claire d'avec la position de l'Iran. Certes, cela pouvait inclure des groupes comme le Front al-Nosra (Jabhat al-Nosra) et même Daesh (État islamique). Mais des allégations similaires visent l'Arabie saoudite. Il est toutefois exact que le Qatar entretenait des relations des deux côtés dans le conflit et a pu assumer à diverses occasions le rôle d'intermédiaire dans des négociations[11]. Cela incluait des liens avec l'Iran.

En outre le Qatar se trouvait aussi du côté de l'Arabie saoudite en mettant à disposition des troupes

pour protéger la frontière sud du pays, avec le Yémen, contre les Houthis soutenus par l'Iran. Plus précisément, concernant le Yémen, la position du Qatar est plus proche de celle de l'Arabie saoudite qui contraste avec celle des EAU. Ces derniers soutiennent les forces séparatistes du Sud au détriment de l'autorité représentée par le président Abdrabbuh Mansur Hadi, qui est soutenu en exil par l'Arabie saoudite et la coalition arabe.

En Libye, le Qatar soutenait le défunt Congrès général national installé à Tripoli. Celui-ci a depuis cédé la place au Gouvernement d'accord national, également à Tripoli, et reconnu par l'ONU. Les EAU soutenaient et continuent à soutenir la Chambre des représentants, installée à Tobrouk.

Concernant les relations du Qatar avec les Talibans et le Hamas, il faut noter que les accusations formulées à ce sujet étaient circonstancielles[12]. En effet la présence des deux organisations avait été tolérée par les USA, qui la considéraient utile dans le cadre des différentes négociations entreprises. Parallèlement, Israël avait rencontré des représentants du Qatar et approuvé tacitement les financements fournis par le Qatar au Hamas, dominant au Gaza. À ce propos, le Qatar fait valoir que ces fonds vont uniquement à l'aile politique du Hamas au titre d'aide en matière d'infrastructures et énergie.

La question de la Palestine est omniprésente

Toutefois, la question de la Palestine est un enjeu central de ces conflits d'intérêts, à la fois autour du Hamas comme partie prenante de la lutte du peuple palestinien, et plus généralement en lien avec les rivalités pour s'assurer la position de dirigeant de la région. C'est que le consentement de la part des USA est décisif à ce sujet, et cela dépend aussi fortement de l'attitude adoptée par Israël - bref, il faut sans cesse ajuster ses positions aux exigences de l'occupant sioniste.

Et effectivement, Avigdor Lieberman, à l'époque ministre israélien de la Défense, commentait[13] : "Il est clair pour tout le monde, même dans les pays arabes, que le véritable danger pour toute la région est le terrorisme", et il considérait que cela offrait une "opportunité de coopération" entre Israël et certains États du Golfe. De même le ministre adjoint de la diplomatie Michael Oren : "Non plus Israël contre les Arabes mais Israël et les Arabes contre le terrorisme financé par le Qatar."

Qatar

Le Qatar dépend fortement du secteur des hydrocarbures (75 % des exportations). Les EAU, deuxième économie du Golfe derrière l'Arabie Saoudite, ont une économie plus diversifiée : le secteur des hydrocarbures ne représente que 20 % de leur PIB. Sur les 2,5 millions d'habitants décomptés en 2018, la proportion des Qataris serait de l'ordre de 10 %[14]. Aux EAU aussi les résidents étrangers comptent pour environ 90 %[15].

Le U.S. Central Command (USCENTCOM), l'un des onze commandements unifiés du Département de la Défense US, a établi son quartier général avancé à la base d'al-Udeid, au Qatar. L'aire de responsabilité du Centcom couvre 20 pays au Moyen-Orient, en Asie central et du Sud, ainsi que les voies d'eau stratégiques qui les entourent. Le Qatar avait construit cette base aérienne en 1996. Il ne disposait pas de forces armées aériennes à l'époque, mais souhaitait encourager l'armée de l'air US à s'y installer. Les USA commençaient à utiliser la base en 2001, en rapport avec les activités des Talibans et d'Al Qaeda en Afghanistan, et en 2003 ils y ont établi le quartier général du Centcom. Jusque-là, les activités transférées étaient effectuées à partir de la base de Prince Sultan en Arabie saoudite. (Les USA disposent également d'une base militaire aérienne aux EAU, à al-Dhafra.) Depuis, le Qatar a participé au développement de la base à hauteur de huit milliards de dollars[16]. Actuellement la base accueille environ 10.000 personnes selon les périodes, mais la capacité sera largement supérieure dans l'avenir[17].



Base militaire US Al-Udeid, au Qatar

Le Qatar avait conclu un accord de coopération de défense avec les USA en 1992; il a été renouvelé à deux

reprises pour une période de 10 ans, en 2002 puis en 2013 [18]. À partir de 2012, le Qatar et les USA ont conclu plusieurs accords de coopération en matière de défense[19] et un accord stratégique en 2018 [20]. En outre au niveau gouvernemental ont été conclus des contrats portant sur des livraisons au Qatar d'équipements militaires à hauteur de plus de 26 milliards de dollars[21]. Ainsi pour les USA, le Qatar vient en deuxième place des clients dans le domaine militaire. Ces livraisons d'armes incluent des systèmes de défense de missiles, des avions de combat. À cela s'ajoutent des contrats commerciaux directs de plus de 2,8 milliards depuis 2016. Par ailleurs la base a mise en conformité ses procédures opérationnelles avec celles des bases de l'OTAN en Europe, et il est prévu d'arriver à ce que les forces armées aériennes du Qatar lui-même puissent s'intégrer au même fonctionnement [22].

Le blocus infligé au Qatar lui a certes coûté cher dans un premier temps[23] : pour faire face aux sorties de capitaux estimées à 40 milliards de dollars, il a injecté en retour une somme équivalente dans le circuit financier local, issue de son fonds souverain. L'émirat gazier a ensuite su accélérer sous la pression la diversification de son économie et réorienter rapidement ses partenariats, misant sur ses clients asiatiques (le Japon est son premier client en 2018) et restructurant ses routes commerciales, pour desserrer le blocus et renforcer ses relations avec l'Inde, le Pakistan ou la Turquie. En revanche, les entreprises et les banques saoudiennes et émiriennes ont souffert de cette dispute radicale, qui a altéré à la fois les courants d'échanges et la réputation de fiabilité de ces opérateurs.

Les USA intervenaient dans cette dispute en contact direct avec les gouvernants des pays impliqués et émettaient des déclarations pour souligner les deux aspects principaux de l'affaire : l'importance de la base US au Qatar, et la question du "terrorisme", c'est-à-dire au bout du compte l'Iran. Durant quelques jours une certaine discordance régnait manifestement au sein de l'administration. Nous donnons en [annexe 1](#) un résumé des déclarations et explications données par différents responsables de l'administration US. À première vue on observe un certain partage des rôles entre les responsables politiques et ceux militaires. Mais des divergences réelles existaient entre le président Trump et le secrétaire d'État Rex Tillerson. Selon Trump les événements étaient le résultat de ses propres démarches incitant les pays impliqués à agir dans le sens qu'il préconisait, et il persistait à les pousser à

l'intransigeance. Tillerson craignait des conséquences négatives pour la situation régionale et tentait de calmer le jeu. Durant l'été Tillerson prit connaissance d'un plan conçu par l'Arabie saoudite et soutenu par les EAU, d'une invasion au Qatar[24]. Tillerson intervint et le plan fut abandonné. Il a négocié un protocole d'accord avec le Qatar concernant la coopération en matière de contreterrorisme et les USA ont vendu au Qatar des avions de combat pour 12 milliards de dollars[25]. Puis Trump changeait d'orientation et appelait l'Arabie Saoudite et les EAU à régler leurs divergences avec le Qatar. En mars 2018 Trump démet Tillerson de son poste (ce dernier l'apprend par un message sur Twitter...) et nomme le directeur de la CIA Mike Pompeo pour le remplacer.

Égypte

Le changement de régime en 2013 en Égypte a considérablement modifié la place de ce pays dans la constellation politique régionale.



Le président égyptien al-Sissi et le président US Donald Trump au Sommet du G7, août 2019 à Biarritz.

Auparavant Trump, en attendant l'arrivée d'al-Sissi, avait lancé en guise de plaisanterie la question: "Où est mon dictateur favori?"

En février 2011 au 18e jour d'une révolte contre son régime, le président Hosni Moubarak démissionne et remet ses pouvoirs au Conseil suprême des forces armées. Un processus électoral est mis en oeuvre, en janvier 2012 les partis islamistes remportent près des deux tiers des sièges de députés, dont près de la moitié pour les seuls Frères musulmans. En juin le candidat des Frères musulmans Mohamed Morsi est élu président, avec plus de 50 % des voix. En décembre la Constitution défendue par les islamistes au pouvoir est approuvée au terme d'un référendum. Mais en janvier 2013 se déroulent des manifestations marquées par des affrontements avec la police, en juin les mobilisations hostiles au président atteignent une grande ampleur, en juillet Morsi est renversé et un régime lié de nouveau à

L'armée est instauré avec comme président le général Abdel Fattah al-Sissi.

Le régime dirigé par al-Sissi désigne les Frères musulmans comme organisation terroriste. Par la suite, un tribunal applique au Hamas cette même qualification. Concernant la Palestine, al-Sissi promeut l'établissement d'un États palestinien selon les frontières du 4 juin 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale[26]. Récemment, en 2018, est intervenu un rapprochement inattendu entre le régime égyptien et le Hamas, guidé de la part de l'Égypte par l'intention de favoriser le rapprochement entre le Hamas et le Fatah[27].

Immédiatement après la prise du pouvoir par al-Sissi, l'administration US a annoncé quelques restrictions concernant l'assistance militaire et a suspendu des livraisons de matériel militaire; ces mesures ont cependant été annulées ultérieurement. Le maintien de l'aide a été conseillé en particulier du point de vue des intérêts d'Israël[28].

De son côté le gouvernement égyptien a eu recours à un groupe de conseil, Glover Park Group (GPG), pour être assisté dans ses relations avec les USA[29]. Le GPG a été chargé de "fournir des services de diplomatie publique, de conseil en communication stratégique et de relations gouvernementales" au gouvernement. Parmi les membres de l'équipe dirigeante de GPG : Joel Johnson, ex-conseiller du président Bill Clinton. L'un des fondateurs de GPG est Arik Ben-Zvi, qui avait servi dans l'armée israélienne et détient un diplôme en Histoire et Science politique de l'Université de Tel Aviv.



Mars 2014, une manifestation en soutien à l'ex-président Morsi est organisée à l'Université du Caire. La police intervient pour la réprimer.

La question de l'aide est une des raisons pourquoi l'administration US s'est abstenue de qualifier la prise du pouvoir par al-Sissi comme coup d'État. En effet la loi

US stipule qu'en cas de coup d'État dans un pays, l'assistance militaire doit être suspendue. Toutefois l'Égypte est contrainte de recevoir aussi le soutien financier de l'Arabie Saoudite et des EAU qui contribuent à la modernisation des équipements de l'armée égyptienne et en retour est l'alliée des saoudiens dans leur action au Yémen.

Iran, Syrie

En 1973 Rouhollah Khomeini cherchait des contacts auprès des pays musulmans[30]. Arafat le rencontra dans la résidence de Khomeini en exil en Irak. Il fut convenu d'entraîner les partisans de Khomeini dans les bases du Fatah au Liban. La décision fut mise en pratique entre 1976 et 1978, avec comme résultat la formation de plus de 700 combattants et la constitution du noyau du Corps des Gardiens de la Révolution Islamique et de l'appareil de renseignement du régime iranien futur. Bon nombre de ces combattants participaient aux attaques du Fatah contre les factions chrétiennes libanaises. Un responsable du Fatah, Hani al-Hassan, dirigeait les activités de renseignement des partisans de Khomeini, puis, avec le retour de celui-ci en Iran, commandait ses gardes du corps. Après la fuite de Mohammad Reza Pahlavi en janvier 1979, Arafat nomma al-Hassan premier ambassadeur à la République islamique d'Iran.

En 1982 Israël envahit le Liban et détruit la base de l'OLP à Beyrouth; la guerre entreprise par l'Irak contre l'Iran perdue. À l'époque, l'Iran recevait des équipements militaires et des armes de divers pays, dont Israël[31].

L'OLP conseille que Khomeini accepte une proposition de l'Irak en vue d'un armistice et se joigne au combat contre Israël. Khomeini refuse en proclamant que "la route de Jérusalem passe par [la ville irakienne de] Karbala".

En novembre 1979 se tient une conférence de solidarité organisée par l'OLP à Lisbonne. Un des combattants iraniens entraînés par le Fatah, Mohammad Montazeri, s'engage à recruter des volontaires iraniens afin de combattre Israël pour le compte des Palestiniens. Un mois après, les premiers 400 volontaires arrivèrent à Damas, sans être ni invités ni annoncés. Commentaire d'un représentant du FDLP[32] : "C'est juste de la propagande pour ce type en Iran. Nous n'avons besoin de personne dans le sud. Ce ne sont pas les hommes qui nous manquent là-bas." Mais au lieu de rejoindre l'une des quelques factions palestiniens opérant au Liban, les

volontaires déclarèrent leur intention de se rendre au Liban pour établir leur propre mouvement chiïte. Ultérieurement, ces activités aboutirent à la formation du Hezbollah au Liban. En 1996 la direction du Hezbollah établit une "unité palestinienne" ayant en charge l'activité à l'intérieur d'Israël, la Cisjordanie et Gaza. Par la suite Imad Mughniyeh qui avait d'abord été garde du corps d'Arafat puis commandant militaire du Hezbollah, annonçait aux contacts palestiniens que l'unité n'était pas censée remplacer les Palestiniens dans les combats, mais devait "assurer tout le nécessaire pour soutenir les combattants de la résistance en Palestine [...] pour chasser [les Israéliens] progressivement". L'Iran établit une formation spécifique au Gaza, al-Sabireen.

Depuis les années 2000, les relations du Fatah avec l'Iran sur le plan militaire consistaient principalement en communications indirects et l'introduction clandestine d'armes, par l'intermédiaire du Hezbollah. Le soutien de l'Iran et du Hezbollah se dirigeait principal vers le Hamas, sous la forme d'entraînement militaire et fourniture d'armements, ultérieurement aussi de financement.

Entre 2010 et 2014, les relations entre le Hamas et l'Iran se distendaient sous l'effet de la lutte du régime syrien et de l'Iran contre les groupes d'opposition sunnites. En 2017 Saleh al-Aroui, peu avant sa désignation comme dirigeant politique adjoint du Hamas, visita l'Iran et déclara la neutralité du Hamas à l'égard des conflits entre sunnites et chiïtes, y compris la guerre civil syrienne. Selon Al-Aroui, "les factions palestiniennes qui se sont impliquées dans ces conflits dans le passé ont nui à la cause palestinienne".

L'Iran et le Hezbollah développaient aussi des liens avec d'autres groupes palestiniens, ainsi dans les années 1980 avec le FPLP.

En 1976, les troupes de Hafez al-Assad entrent en conflit avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et le Fatah d'Arafat, au Liban, et établissent une alliance de circonstance avec les Phalanges libanaises de Pierre Gemayel[33]. Damas privilégie depuis les groupes qui lui sont directement affiliés : le Fatah-Intifada d'Abou Moussa, un dirigeant du Fatah opposé à Arafat, Saïqa et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)-CG (Commandement général) d'Ahmed Jibril.

Les années 1990 et 2000 permettent toutefois un rapprochement entre certaines factions palestiniennes et un régime syrien opposé aux accords d'Oslo israélo-palestiniens de 1993. Le Hamas entame des

négociations avec l'Iran[34]. En 2001, il s'installe à Damas - bien qu'il se réclame de l'idéologie des Frères musulmans, honnis par le parti Baas. L'opposition de Bachar al-Assad à l'invasion américaine de l'Irak, en mars 2003, le soutien logistique et politique aux différents mouvements militaires palestiniens dans la bande de Gaza, la solidarité syrienne avec le Hezbollah libanais lors de la guerre de juillet et août 2006 face à Israël permettent l'émergence d'un "axe de la résistance" transnational, conjuguant à l'époque des forces étatiques - Syrie, Iran - et politiques - Hamas, Mouvement du Jihad islamique en Palestine (MJIP), Hezbollah.

Face à l'insurrection syrienne de mars 2011 les organisations politiques palestiniennes adoptent des attitudes différentes. Le Hamas s'éloigne peu à peu du régime, tandis que le MJIP tente de préserver ses relations avec la mouvance chiïte libanaise et avec Téhéran. Le Fatah et une large partie de la gauche palestinienne peuvent encore pratiquer une position de neutralité. Dès mars 2011, des Palestiniens participent en Syrie aux premiers mouvements de contestation civile contre le gouvernement de Bachar al-Assad. Dans un premier temps, les camps de réfugiés restent à l'écart des protestations. Les principales mobilisations palestiniennes s'en tiennent à des revendications tournées contre Israël. Les factions palestiniennes les plus liées au régime proclament alors leur soutien indéfectible à Bachar al-Assad - c'est le cas du FPLP-CG -, mais la majorité d'entre elles tentent d'éviter la confrontation entre celui-ci et l'opposition. Ainsi le Hamas se place dans une perspective de médiation entre les deux parties.

Les premiers signes de fractures interpalestiniennes apparaissent le 6 juin 2011. À l'occasion de la commémoration de la défaite arabe de 1967 face à Israël, est organisée une "marche du retour", tenue à la frontière de la partie du Golan occupée par Israël, clairement encouragée par des autorités syriennes souhaitant redorer leur blason nationaliste. Vingt-trois Palestiniens sont tués par l'armée israélienne. Lors de leurs funérailles au camp de Yarmouk, des manifestants assiègent le local du FPLP-CG. Les tirs des activistes du parti sur la foule font une dizaine de morts. Apparemment, les manifestants dénonçaient l'instrumentalisation faite par le FPLP-CG et par le gouvernement syrien des manifestations tenues à la frontière. Deux mois plus tard, l'armée syrienne mène l'assaut contre le camp de réfugiés d'al-Raml al-Janoubi, près de Lattaquié.



Yarmouk, quartier de réfugiés palestiniens dans la banlieue sud de Damas, 2014.

Yarmouk se trouve impliqué dans le mouvement d'opposition au régime syrien à partir de juillet 2012. En septembre débutent des affrontements entre l'ASL d'un côté, et l'armée régulière syrienne et les milices du PFLP-CG de l'autre. En décembre, des bombardements par l'aviation syrienne provoquent le déplacement massif d'habitants. À partir de juillet 2013 les forces pro-régime établissent un blocus aux accès du quartier et empêchent la circulation des personnes et des denrées alimentaires.

La direction du Hamas quitte Damas au cours du premier semestre 2012, de même que le MJIP. Et, en novembre, son dirigeant Khaled Mechaal participe en Turquie au congrès du Parti de la justice et du développement (AKP) aux côtés du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan. L'Iran suspend son soutien aux deux mouvements. En janvier 2013, Abou Ahmed Fouad, membre dirigeant du FPLP, exprime l'avis que la fonction de l'organisation, en Syrie, doit se borner à prévenir l'intrusion dans les camps des différentes forces armées, du régime comme de l'opposition. L'Autorité palestinienne et la présidence de Mahmoud Abbas condamnaient les bombardements de l'armée syrienne sur les camps de réfugiés en 2012 et 2013. À l'époque parmi les Palestiniens de Gaza régnait une certaine irritation provoquée par le sentiment que le soutien de la Turquie était dirigé uniquement vers le Hamas, ce qui laissait à douter de sa sincérité[35]. Commentaire de Zulfikar Shiverjo, dirigeant du FPLP à Gaza, août 2014 : "La Turquie n'a pas d'autre rôle que de persuader le Hamas d'accepter les demandes américaines et israéliennes." À propos d'Erdoğan : "C'est un menteur." "La Turquie essaie de se créer une sphère d'influence. Il utilise le Moyen-Orient comme une carte pour montrer à l'UE que la Turquie a une alternative. Si la Turquie devient un jour membre à part entière de l'UE, elle oubliera la question palestinienne. La Turquie a toujours eu des liens politiques, militaires et économiques étroits avec Israël. Son commerce avec Israël a quadruplé depuis l'épisode de Davos [lorsque Erdoğan a dénoncé le président israélien de l'époque Shimon Peres et a quitté la scène]. Le gouvernement Erdoğan utilise Gaza pour ses propres intérêts. Les

politiques palestiniennes de l'Iran et de la Turquie sont similaires. Ils exploitent le Hamas pour renforcer leur position dans la région. Si l'Iran résout sa crise nucléaire avec l'Occident, il mettra la Palestine au second plan." Selon Shiverjo, le soutien turc et qatari au Hamas a contribué à perpétuer la division politique de la Palestine : "Cette politique a fonctionné au cours des sept dernières années. Avec le Hamas à Gaza et le Fatah en Cisjordanie, l'unité politique palestinienne a été scindée."

En 2020 des signes d'une reprise des relations entre l'Iran et le MJIP apparaissent[36]. Selon un dirigeant du Hamas, "l'Iran a décidé de fournir à la résistance palestinienne le plus grand soutien possible pour faire face au plan d'annexion de la Cisjordanie par Israël. Ce soutien sera plus grand que jamais, sans aucune restriction et comme le souhaite la résistance palestinienne." Parallèlement, le Hamas discute avec le Fatah d'un plan d'action pour contrer le projet d'annexion d'Israël. Le Hamas avait espéré de trouver auprès du Qatar des financements pouvant supplanter l'Iran, mais il semble que l'organisation a fini par constater que le soutien du Qatar était conditionné à ne pas envenimer le conflit avec Israël. La politique de l'Iran ne se fixe pas de telles limites. Néanmoins, la politique de l'Iran à l'égard de la Palestine est guidée par des considérations utilitaires. Elle est focalisée sur des livraisons d'armes au Hamas pour qu'il ait la capacité d'être un point de fixation qui oblige Israël à consacrer des forces militaires considérables pour maîtriser la menace. En effet, selon le Guide suprême Ali Khamenei, "l'Iran a réalisé que le seul problème des combattants palestiniens était le manque d'accès aux armes"[37]. Par ailleurs Khamenei, pour la forme, lance des propositions propagandistes hors des réalités[38]. "Les guerriers palestiniens peuvent mettre en avant l'idée d'organiser un référendum avec la participation des habitants primordiaux de Palestine. Le référendum déterminera le système politique du pays et de ses habitants primordiaux, y compris les Palestiniens déplacés, quelles que soient leur appartenance ethnique et leur religion." Dans l'ensemble, le discours du régime iranien est surtout empreint de rhétorique grandiloquente. Khamenei[39] : "Je vous le dis avec confiance : le mouvement de descente du régime sioniste a commencé, et il ne s'arrêtera pas." Ali Shirazi, représentant de Khamenei auprès de l'unité des Gardiens de la Révolution Islamique responsable de la sécurité de Téhéran[40] : "Nous pouvons détruire Israël en 24 heures."

Turquie

Les relations entre la Turquie et les pays arabes sont marquées historiquement par le démantèlement de l'Empire ottoman. Les contours de la Turquie fondée en 1923 comme État républicain et laïque étaient le résultat de la résistance organisée par Mustafa Kemal, tandis que les dirigeants arabes avaient fait alliance avec les puissances occidentales. Symétriquement les pays arabes formés à l'époque adoptaient vis-à-vis de la Turquie des rapports caractérisés par une distanciation certaine.

Le contexte s'est modifié avec l'arrivée du gouvernement islamo-conservateur au pouvoir en 2002. Erdoğan promeut la vision "néo-ottomane" qui prétend placer la Turquie dans la position d'héritière de l'Empire ottoman. Ahmet Davutoğlu, ancien membre fondateur de l'AKP, qui fut ministre des Affaires étrangères, puis Premier ministre jusqu'en 2016, explique à ce sujet en 2009 [41] :

Comme au 16e siècle, qui a vu la montée des Balkans ottomans au centre de la politique mondiale, nous ferons des Balkans, du Caucase et du Moyen-Orient, avec la Turquie, le centre de la politique mondiale à l'avenir. C'est l'objectif de la politique étrangère turque, et nous y parviendrons. Nous réintégrerons la région des Balkans, le Moyen-Orient et le Caucase, sur la base du principe de la paix régionale et mondiale, pour l'avenir, non seulement pour nous tous mais pour toute l'humanité.

Et Erdoğan déclarera par exemple en 2019 [42] : "On nous demande souvent ce que nous faisons exactement en Libye. Nous y sommes pour défendre nos descendants, nos frères anatoliens."

Ainsi, à partir de 2009, la Turquie réoriente sa diplomatie, auparavant tournée vers l'UE, à savoir : bon voisinage avec les pays limitrophes, amélioration des relations avec les États arabes, implication croissante au Moyen-Orient. Elle avait reconnu l'État d'Israël en 1949 et depuis elle maintient des relations diplomatiques - avec quelques accrocs récemment -, et des relations commerciales soutenues.

Les relations avec Israël se sont dégradées après l'intervention de ce dernier État dans la bande de Gaza en 2009 et l'interception armée du navire turc Mavi-Marmara (9 morts turcs), qui avait tenté de forcer le blocus de Gaza en 2010. En outre, la découverte au

cours de la décennie 2010 de gisements de gaz en Méditerranée orientale a provoqué des tensions entre Israël et Chypre et entre la Turquie et la République turque de Chypre du Nord. Pour assurer ses approvisionnements en gaz, la Turquie a dû améliorer ses relations avec l'Iran (allié de la Syrie), l'Azerbaïdjan et Israël.

En octobre 2011 l'administration du président US, Barak Obama, accusait le gouvernement iranien d'avoir comploté pour assassiner l'ambassadeur d'Arabie saoudite aux USA. En rapport avec cette affaire apparurent des informations rapportées par Hakan Fidan, directeur de l'Organisation nationale de renseignement de Turquie, selon lesquelles "le roi Abdallah ben Abdulaziz al-Saoud et ses plus proches conseillers avaient évoqué la possibilité que la Turquie remplace les États-Unis en tant que garant de la sécurité du Royaume, notamment vis-à-vis de l'Iran[43]".

Dans le contexte des mobilisations hostiles aux régimes dans différents pays arabes, en 2011, la Turquie s'est rapprochée de la Tunisie et de l'Égypte. Après le renversement du gouvernement de Mohammed Morsi, un grand nombre de membres des Frères musulmans obtenaient l'asile en Turquie et au Qatar.

En rapport avec le conflit de 2017 au sein du groupe des pays du Golfe, la Turquie se positionnait du côté du Qatar[44]. En novembre 2017 Erdoğan visite la base militaire turque au Qatar. Fidèle à sa vision grandiose du rôle historique assigné à la Turquie, il tient un discours grandiloquent[45] : "Nos attentes de nos héros au Qatar : vous devez conquérir le coeur du peuple du Qatar avec notre amour et notre respect tout en accomplissant votre devoir militaire avec votre arme et votre coeur. [...] Être avec nos frères et amis dans les moments difficiles est l'un des plus grands héritages que nos ancêtres nous ont laissés." Il a déclaré que la différence la plus importante qui distingue un soldat turc de tous les autres soldats est qu'ils "ne suspendent jamais leur moralité, leur conscience, la crainte de Dieu dans l'accomplissement du devoir".

Divers facteurs poussaient le régime vers un ajustement de ses positionnements politiques. Il se trouvait contrarié dans son intervention en Irak et Syrie, entre autre par les liens des USA avec les YPG kurdes, et ses rapports avec les Frères musulmans plaçant de toute façon la Turquie en opposition à l'Arabie saoudite [46]. En 2015, la Turquie entame l'installation d'une base militaire au Qatar, Tariq bin Ziyad à Doha[47]. Au départ elle n'accueille qu'une centaine de personnes.

Suite au conflit qui oppose au Qatar les autres pays du Golfe, la base prend plus d'envergure sous la forme d'un Commandement de Force unie turque-qatari. Le Qatar a acheté de grandes quantités d'armement (pour les trois premiers trimestres de 2019 : 138,753 millions de dollars[48]) et accordé des prêts à la Turquie pour venir en aide à l'industrie d'armement. En 2018 le Qatar a pris une participation dans le capital de BMC, auparavant société nationale, à hauteur de 100 millions de dollars, pour 49,9 % du capital. BMC est un fabricant de véhicules blindés, lié au gouvernement. Globalement, en 2019, les investissements de Qatar en Turquie s'élèvent à 22 milliards de dollars. En 2020, la Turquie a cédé au Qatar 10 % du capital de la bourse Borsa Istanbul.

Sur le plan politique, la Turquie se veut dès lors offensive en vue de revendiquer la tutelle du monde sunnite.



Le président de Turquie, Recep Tayyip Erdoğan

En décembre 2017, Trump annonce que son administration mettra en route le processus pour déplacer son ambassade de Tel Aviv à Jérusalem. En réaction l'Organisation de Coopération Islamique (OCI), constituée en 1969 à Rabat au Maroc, se réunit en un sommet extraordinaire à Istanbul et publia une déclaration reconnaissant Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine[49]. Dans le domaine des échanges de bons procédés, on peut mentionner aussi le fait que le Qatar partage l'hostilité de la Turquie à l'égard des organisations "terroristes" kurdes. Par exemple la porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères, Lulwa Al-Khater, a fait en janvier 2018 la déclaration suivante au sujet de l'invasion turque dans le nord de la Syrie : "Le lancement par l'armée turque de l'opération "Rameau d'olivier" a été motivé par des préoccupations légitimes liées à la sécurité nationale et à la sécurisation des frontières, ainsi qu'à la protection de l'intégrité

territoriale de la Syrie contre le danger de la sécession[50].

En 2018, lorsque des dizaines de Palestiniens mobilisés à la frontière de Gaza ont été tués par les Israéliens, les relations de la Turquie avec Israël s'enveniment au point que les deux pays expulsent mutuellement les représentants diplomatiques du plus haut niveau[51]. En juin 2021 la Turquie ratifie un accord de coopération sécuritaire avec l'Autorité palestinienne, qui avait été signé en 2018 [52]. L'accord prévoit l'entraînement des forces de l'ordre palestiniennes ainsi que le conseil et l'assistance techniques en la matière, concernant notamment le crime, le blanchiment d'argent, le trafic de drogue et d'êtres humains. En août 2020 la Turquie avait fourni des passeports à des membres du Hamas venant à Istanbul, ce qu'Israël a qualifié comme "un pas très inamicale". Par cette évolution des orientations adoptées par la Turquie celle-ci se place en conflit ouvert avec l'Arabie saoudite. Ainsi, en septembre 2020 la Ligue arabe condamna ce qu'elle qualifiait d'ingérence dans les affaires des pays arabes de la part de la Turquie et de l'Iran[53].

Quand interviennent en mai 2021 les tirs de roquettes à partir de Gaza, c'est le président égyptien al-Sissi qui intervient comme médiateur, en contact avec le président US Biden, et obtient un cessez-le-feu[54]. Par un effet indirect, ces événements ont aussi conduit à ce que Mahmoud Abbas soit sollicité par les USA et d'autres gouvernements, européens et arabes. De son côté Erdoğan tentait de mobiliser OCI, mais il s'est trouvé mis à l'écart par le succès d'al-Sissi. Une campagne de reconstruction à Gaza a été lancée en coordination avec les USA. Là aussi, la Turquie est laissée de côté, c'est l'Égypte qui figure comme principal participant et son "rôle clé" dans la reconstruction de Gaza est mis en avant par l'administration US.

En mai 2021 Erdoğan, après une conversation téléphonique avec le président russe Vladimir Poutine, lançait l'idée d'envoyer une "force de protection internationale"[55]. La Russie n'a pas montré d'intérêt à une telle initiative. Le communiqué publié par la partie russe signalait[56] : "[Poutine et Erdoğan] ont noté la position de principe russe et turque de soutien à une solution à deux États au conflit palestino-israélien basée sur les normes universellement reconnues du droit international." Par ailleurs Erdoğan déclarait[57] : "Dans les circonstances d'aujourd'hui, ce serait la ligne de conduite la plus correcte et la plus cohérente pour Jérusalem que la ville soit administrée par une

commission de représentants des trois religions. Sinon, il ne semble pas qu'il sera facilement possible d'obtenir une paix durable dans cette ancienne ville."

Malgré le zèle que déploie Erdoğan pour offrir ses bons offices aux uns et autres, il a dû admettre l'échec quant à ses aspirations expansionnistes irréalistes, et ces dernières années il a tant bien que mal rajusté ses prétentions au niveau international tout en cherchant à stabiliser sa position au niveau national.

La Chine comme promoteur du "multilatéralisme"

Ci-dessus, nous avons limité les considérations principalement au niveau régional. Quant aux puissances impérialistes, la mention des interventions de la part des USA était évidemment incontournable. Il est intéressant aussi d'examiner, parmi les autres grandes puissances, la politique mise en oeuvre au Moyen-Orient par la Chine, parce que des interprétations divergentes au sujet de la nature de cet État circulent. Nous considérons que la Chine se caractérise par des rapports de production et un système social capitalistes. Or, certains, se disant communistes ou même marxistes-léninistes, partagent avec le régime chinois l'appréciation affirmée par celui-ci de poursuivre la construction d'une société socialiste.

[Remarque préalable : dans ce qui suit, nous faisons référence à des déclarations dont des citations plus détaillées sont rassemblées en [annexe 1](#).]



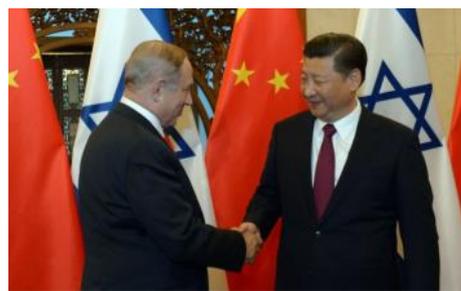
Mahmoud Abbas et le président chinois Xi Jinping à Pékin, en juillet 2017.

Suite aux événements récents en Palestine, la Chine a mis en avant une proposition en quatre points, présentée en mai 2021 par le conseiller d'État et ministre des Affaires étrangères du pays, Wang Yi[58] : "Le Conseil de sécurité des Nations unies doit réitérer son ferme soutien à la solution à deux États" [...]. [...] la "solution à deux États" est une solution fondamentale." Il s'agit de position qui sous des formulations légèrement variées avaient déjà été

exposées dans le passé, d'abord en 2013 dans une rencontre avec Mahmoud Abbas, puis renouvelées en 2017.

Ceux qui pensent que la Chine construit une société socialiste ont aussi une appréciation positive de l'activité de la Chine au niveau international. La Chine met en avant une conception des relations internationales basée sur le multilatéralisme. Par exemple, Wang Yi en juillet 2021 [59] :

Maintenir et pratiquer un véritable multilatéralisme est la seule façon de résoudre les problèmes complexes du monde d'aujourd'hui pour parvenir à une paix durable et à une sécurité commune.



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avec le président chinois Xi Jinping, à Pékin, en mars 2017.

Le cas de la Palestine met en évidence le caractère manipulateur de cette rhétorique. C'est un cas d'école de la façon dont la Chine met en pratique des relations multilatérales, en l'occurrence dans un lien triangulaire que la Chine entretient avec d'un côté les Palestiniens et de l'autre, l'État d'Israël (la Chine a établi des relations diplomatiques avec Israël en 1992), et cela en affirmant qu'il s'agit de relations amicales. Wang Yi en 2013 [60] : "La Chine et Israël possèdent tous deux une civilisation de longue date et se sont appréciés, ont appris l'un de l'autre et communiqué depuis longtemps, ce qui a jeté les bases de notre amitié."

Benjamin Netanyahu se prête volontiers à une telle approche, bien qu'évidemment il ne souscrive pas à la propagande en faveur du multilatéralisme dans sa globalité. En 2017 Netanyahu est reçu en Chine par le président Xi Jinping (une première rencontre avait eu lieu en 2013). Dans les comptes-rendus publiés par la presse israélienne, on peut lire[61] : "Israël peut être un "partenaire parfait" pour la Chine, a déclaré mardi le Premier ministre Benjamin Netanyahu au président chinois Xi Jinping, saluant les liens technologiques et financiers croissants entre les deux pays comme un développement qui pourrait améliorer la vie de toute l'humanité. [...] Dans ses remarques liminaires, Xi a

déclaré qu'un "partenariat global dans le domaine de l'innovation" entre Israël et la Chine, annoncé plus tôt mardi par le vice-Premier ministre Liu Yandong, augmenterait fortement la coopération bilatérale, "réalisant des avantages complémentaires pour les deux parties et apportant plus de avantages sur le terrain pour Israël et la Chine".

Selon des données de la Banque mondiale pour 2018, dans le commerce extérieur d'Israël la Chine occupe la première place pour les importations, et la deuxième place pour les exportations. En particulier, Israël a historiquement été une source importante de technologie militaire (alors que les USA rechignent à partager leurs capacités dans ce domaine). De 2002 à 2020, les investissements effectués par la Chine en Israël totalisent - selon les données déclarées, incomplètes - 19,444 milliards de dollars US, dont 9,138 pour le secteur des technologies[62].

Ainsi, du point de vue de la Chine, la Palestine et Israël constituent des pièces à placer sur l'échiquier de la concurrence interimpérialiste mondiale, à laquelle la Chine, malgré des apparences artificiellement entretenues, participe pleinement. Or, certains commentateurs prennent ces apparences comme des réalités. Par exemple[63] : "[...] la situation évolue avec le poids de la Chine qui appuie le mouvement des non-alignés, c'est le début d'une articulation entre le multilatéralisme au niveau des États et le mouvement des peuples pour la souveraineté et contre l'impérialisme [...]."

Le peuple palestinien ne se résigne pas

Les considérations qui précèdent abordent des aspects plus ou moins éloignés de ce qui est posé au

départ comme sujet, à savoir la lutte du peuple palestinien pour la réalisation de son droit à disposer de soi-même. La réalité est ainsi. Lorsque le 29 novembre 1947 l'Assemblée générale de l'ONU adopta un plan de partition de la Palestine, la riposte fut immédiate de la part des Arabes. Dès le lendemain les Arabes palestiniens soutenus par des volontaires de pays arabes voisins passèrent à l'attaque. Le 14 mai 1948, la veille de la fin du mandat britannique sur la Palestine, les autorités juives déclarèrent l'indépendance de l'État d'Israël. Les armées régulières de cinq pays arabes (Liban, Syrie, Irak, Jordanie, Égypte) déclenchèrent alors une opération militaire contre l'occupant sioniste (l'Arabie Saoudite a envoyé une unité pour combattre sous commandement égyptien; le Yémen se considérait en guerre avec Israël mais n'a pas envoyé de troupes). Ce conflit militaire prit fin le 20 juillet 1949, après la signature d'une série d'accords d'armistice. Depuis, la région du Moyen-Orient a constamment subi - comme déjà auparavant - les répercussions des conflits d'intérêts opposant les puissances impérialistes entre elles. En ce qui concerne les Palestiniens, malgré des soubresauts périodiques, les rapports de forces se sont progressivement modifiés à leur détriment. Au bout du compte, du point de vue des impérialistes, la question de la Palestine est quasiment sortie de leurs préoccupations. Elle n'intervient plus que très indirectement, en rapport avec l'Iran et la façon dont ce régime pose ses pions dans certains pays de la région, dont le Gaza avec le Hamas et le Jihad Islamique.

Néanmoins, le combat du peuple palestinien contre l'occupant sioniste reste un facteur essentiel pour la lutte contre les forces impérialistes mondiales, à la fois en lui-même et aussi parce qu'il se conjugue avec les mobilisations dans un certain nombre de pays arabes contre les régimes réactionnaires respectifs.

Annexe - 1

Forces de sécurité nationales palestiniennes

Selon une loi concernant les Forces de sécurité nationales palestiniennes adoptée en 2005, l'ensemble des divisions de sécurité sont fusionnées en trois branches générales : Sécurité nationale sous l'autorité directe du président et qui comprend la sécurité nationale, le renseignement militaire et la garde présidentielle; Sécurité Intérieure sous l'autorité directe du ministre de l'intérieur et qui comprend la Force Préventive, la Police et la Sécurité Publique; Renseignements généraux sous l'autorité du prési-

dent[64]. En 2016, ces forces comprennent près de 30.000 membres armés, chargés de maintenir la loi et l'ordre dans les zones contrôlées par l'Autorité palestinienne en Cisjordanie. Après la deuxième période "d'Intifada" (2000-2005), les forces de sécurité étaient largement désarticulées, tandis que la victoire du Hamas lors des élections législatives était un facteur d'instabilité. Les USA considéraient alors nécessaire d'apporter un soutien financier et militaire considérable à l'Autorité palestinienne. Et les forces de sécurité palestiniennes assumaient pleinement leur rôle : empêcher les conflits lors des opérations effectuées par

les forces israéliennes dans les zones contrôlées par l'Autorité palestinienne en Cisjordanie; arrêter des personnes suspectées de "terrorisme"; limiter les protestations avant qu'elles ne prennent de l'ampleur, ne dégèrent et n'atteignent les zones de contact entre les surveillances israélienne et palestinienne (autoroutes, colonies, points de contrôle). Parallèlement, l'Autorité palestinienne ne mobilisait plus désormais son propre personnel pour participer à des manifestations.



Décembre 2020. Des forces de sécurité en poste à l'entrée du camp de Balata près de Naplouse.

En janvier 2018, le Département d'État US a suspendu l'aide destinée à l'Autorité palestinienne et à l'agence de l'ONU pour les réfugiés[65]. Cette décision préoccupait l'armée et les agences de sécurité israéliennes, parce que sans l'aide l'Autorité palestinienne "rencontrerait des difficultés à maintenir les capacités de ses forces de sécurité et [par conséquent] son désir de poursuivre la coordination avec Israël".



En 2014, une manifestation de protestation à Hébron contre l'offensive d'Israël en Gaza. Les forces de sécurité palestiniennes s'interposent pour empêcher les manifestants à affronter les troupes israéliennes.

Quelques paroles de Mahmoud Abbas peuvent illustrer l'obstination de sa part à se comporter comme Ange gardien d'Israël.

Abbas, en 2007, déclare[66] : "Je tiens à souligner que nous respecterons nos obligations au titre de la feuille de route, afin de lutter contre le chaos, la violence, le terrorisme et d'assurer la sécurité, l'ordre et l'état de droit."

En 2012, des négociateurs israéliens et palestiniens ont cherché à mettre fin à une grève de la faim de plus de 1.600 prisonniers, grève qui dans certains cas a duré plus de deux mois[67]. Des milliers de Palestiniens se sont mobilisés pour protester contre la situation des prisonniers, s'affrontant parfois aux soldats israéliens, et les dirigeants du Jihad islamique et du Hamas ont prévenu qu'un soulèvement violent pourrait se produire si l'un des prisonniers venait à mourir. Dans ce contexte, Abbas était préoccupé au sujet d'une livraison d'armes par l'Égypte et la Russie destinée aux Palestiniens, qui restait bloquée par Israël à la frontière de la Jordanie. Il dit à propos des autorités israéliennes : "S'ils m'aident à me procurer des armes, je les aide parce que j'agis en faveur de la sécurité. [...] Nous voulons la sécurité, de sorte à stopper le terrorisme. Nous avons besoin de ces armes, qui sont légales. [...] Je ne peux pas contrôler la situation. [...] Je crains, Dieu nous en préserve, que le système de sécurité ici s'effondre."



Les forces de sécurité palestiniennes frappent un partisan du Hamas lors de la dispersion d'un rassemblement pour le 31ème anniversaire de la fondation du groupe terroriste à Hébron, le 14 décembre 2018

En 2014, le Fatah et le Hamas négociaient la formation d'un "gouvernement d'union nationale". Abbas affirme que sa collaboration avec les forces d'occupation israéliennes se poursuivrait même si l'Autorité palestinienne formait un gouvernement soutenu par le Hamas[68]. "La coordination en matière de sécurité est sacrée, est sacrée. [C'est Abbas qui répète le mot.] Et nous la poursuivrons, que nous soyons en désaccord ou en accord sur la politique."

Voici un exemple de la perspective qui guide les forces de sécurité palestiniennes. En décembre 2018 à l'occasion du 31e anniversaire de la fondation du Hamas, des affrontements éclatent entre des manifestants et les forces de sécurité palestiniennes[69]. Cinq manifestants sont blessés, quinze arrêtés. Selon les forces de sécurité, leur intervention consistait à empêcher un mouvement de protestation à Hébron, initialement convoqué contre l'occupation israélienne, mais qui constituait en réalité une manifestation contre l'Autorité palestinienne et ses services de sécurité.

USA - Golfe

- 5 juin. Lieutenant Colonel Damien Pickart, un porte-parole du Commandement central des forces aériennes US[70] : "Les USA et la coalition (anti-État islamique) sont reconnaissants aux Qataris pour leur soutien de longue date à notre présence et leur engagement durable en faveur de la sécurité régionale."

- 5 juin. Eric Pahon, porte-parole du ministère de la Défense (le "Pentagon")[71] : "Nous encourageons tous nos partenaires de la région à réduire les tensions et à oeuvrer pour des solutions communes qui permettent la sécurité régionale."

- 6 juin. Le Secrétaire d'État Rex Tillerson[72] : "Nous espérons que les parties pourront résoudre ce problème par le dialogue, et nous les encourageons à s'asseoir ensemble et à trouver un moyen de résoudre les divergences, quelles qu'elles soient, qui ont conduit à cette décision."

- 6 juin. Trump sur Twitter[73] : "Lors de mon récent voyage au Moyen-Orient, j'ai déclaré qu'il ne pouvait plus y avoir de financement de l'idéologie radicale. Les dirigeants ont pointé du doigt le Qatar - regardez !"

- 6 juin. Le commandement militaire du Pentagone se trouvait dans l'incapacité de concilier le soutien de Trump à l'isolement imposé au Qatar avec sa propre satisfaction au sujet de l'engagement du Qatar en matière de sécurité régional. À une question se référant directement à cette discordance au cours d'une conférence de presse, un porte-parole, le Capitaine de la Marine Jeff Davis dit[74] : "Je ne peux pas vous aider à propos de cela."

- 7 juin : Trump sur Instagram[75] : "Tellement bon à voir que la visite de l'Arabie saoudite, avec le roi, et de 50 pays est déjà payante. Ils ont dit qu'ils adopteraient une ligne dure sur le financement de l'extrémisme, et toutes les références pointaient vers le Qatar. Ce sera peut-être le début de la fin de l'horreur du terrorisme !"

Chine

Proposition en quatre points, présentée en mai 2021 par le conseiller d'État et ministre des Affaires étrangères du pays, Wang Yi[76] :

[...] un cessez-le-feu et un arrêt des violences sont la priorité absolue. [...] Le Conseil de sécurité des Nations unies doit prendre des mesures vigoureuses sur le conflit Palestine-Israël, réitérer son ferme soutien à la "solution à deux États" et faire avancer la situation vers un apaisement au plus tôt.

...] la "solution à deux États" est une solution fondamentale. La Chine encourage les deux parties à reprendre leurs négociations de paix basées sur cette solution le plus tôt possible, à établir un État indépendant de la Palestine jouissant d'une souveraineté complète avec Jérusalem-Est comme capitale et basé sur les frontières de 1967, afin de réaliser fondamentalement la coexistence pacifique entre la Palestine et Israël, la coexistence harmonieuse entre les nations arabe et juive et la paix durable au Moyen-Orient.

En 2013, Wang Yi avait été accueilli par des groupes d'amitié israéliens à Jérusalem. Voici un extrait d'un compte-rendu[77] :

Wang Yi a dit, cette visite est pour l'amitié. La Chine et Israël entretiennent une longue histoire d'amitié. Pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque de nombreux pays ont fermé la porte aux Juifs, le peuple chinois a abrité un grand nombre de réfugiés juifs à bras ouverts, offrant une aide non seulement à titre de refuge mais aussi pour s'y établir. C'est dans le besoin que l'on reconnaît ses vrais amis. L'amitié scellée dans l'adversité entre les deux peuples est extrêmement précieuse et doit toujours se poursuivre. La Chine et Israël possèdent tous deux une civilisation de longue date et se sont appréciés, ont appris l'un de l'autre et communiqué depuis longtemps, ce qui a jeté les bases de notre amitié. [...]

Nous pensons que les échanges amicaux entre nous continueront à s'approfondir et à se développer. Wang Yi a dit que cette visite a pour objet la coopération. [...] Les deux pays combinant des avantages respectifs ouvriront de larges perspectives de développement bilatéral, et joueront également un rôle important dans l'économie mondiale.

Annexe - 2

Première "Intifada" (9 décembre 1987 – 13 septembre 1993)

Le 8 décembre 1987 quatre travailleurs palestiniens meurent fauchés par un camion de l'armée d'occupation israélienne dans le camp de réfugiés de Jabaliya à Gaza. Ce meurtre déclenche une mobilisation massive de protestations dans la rue. Le mouvement se construit ensuite dans la durée, par la formation de collectifs et la constitution d'une Direction nationale unifiée du soulèvement. Les femmes, les jeunes et les travailleurs ont joué un rôle essentiel dans la conduite de l'intifada, en organisant des comités dans chaque ville et village pour mobiliser tous les efforts

Dès le début du soulèvement palestinien Yitzhak Rabin, ministre de la Défense de 1984 à 1990, émet la consigne aux forces sionistes de répression, d'utiliser "force, puissance et coups", et préconise "l'utilisation de matraques tout en essayant le plus possible d'éviter les balles réelles". Il établit des unités secrètes qui, camouflées en Arabes, procèdent à des opérations incluant l'exécution pure et simple de personnes ciblées. Des centaines de milliers de Palestiniens ont été détenus et emprisonnés pendant l'Intifada, le nombre de victimes s'élève à plus de 120.000 blessés et des centaines de morts.



Décembre 1987



Des Palestiniens fuient sous les tirs de soldats israéliens, janvier 1988



Décembre 1987



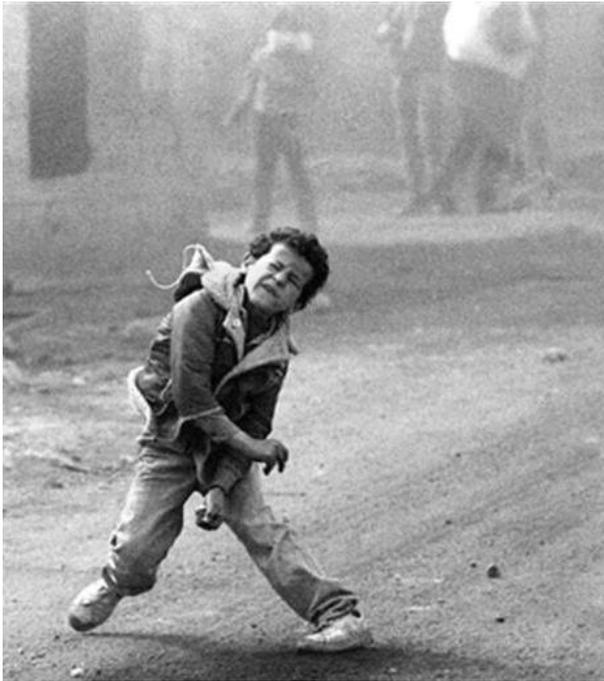
Manifestation d'enfants à al-Mazra'a al-Sharqiyya, février 1988



Décembre 1987



Officiers de police israéliens se heurtant à des Palestiniens à Naplouse



Durant la Première Intifada



Juillet 2017, à Jérusalem . Des forces israéliennes arrêtent un jeune Palestinien

Notes

1. Moyen-Orient : Dans le présent contexte, on se réfère aux pays du Proche-Orient (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Palestine, Qatar, Syrie, Sultanat d'Oman, Turquie et Yémen) et l'Égypte,
2. <https://www.globalfirepower.com/countries-listing.php>
- Données de 2021. Par comparaison, les places des principales puissances mondiales sont : USA, Russie, Chine, Inde, Japon, de 1 à 5; France 7, GB 8, Allemagne 15.
3. <https://www.timesofisrael.com/uae-diplomat-talks-with-us-on-f-35s-began-after-normalization-deal-was-signed/>
4. <https://www.middleeastmonitor.com/20201224-the-abraham-accords-pose-the-most-serious-threat-to-al-aqsa-mosque/>
5. <https://www.middleeastmonitor.com/20210716-israel-company-inks-drone-deal-to-boost-uaes-security/>
6. <https://lobelog.com/whats-happening-in-the-persian-gulf/>
<https://www.middleeasteye.net/news/leaked-emails-nae-pro-israel-think-tank-plans-qatar-al-jazeera>
<https://theintercept.com/2017/06/03/hacked-emails-show-top-nae-diplomat-coordinating-with-pro-israel-neocon-think-tank-against-iran/>
7. <https://www.independent.co.uk/voices/saudi-arabia-qatar-donald-trump-sanctions-middle-east-jared-kushner-nae-rex-tillerson-a7824701.html>
8. L'Arabie saoudite avait rompu les relations diplomatiques avec l'Iran en janvier 2016.
9. <https://gulfnews.com/world/gulf/qatar/what-are-the-13-demands-given-to-qatar-1.2048118>
10. <https://www.middleeastmonitor.com/20170608-the-move-against-qatar-signals-a-free-for-all-on-the-palestinian-issue/>
<https://lobelog.com/whats-happening-in-the-persian-gulf/>
11. <https://www.nytimes.com/2017/06/05/world/middleeast/qatar-saudi-arabia-egypt-bahrain-united-arab-emirates.html>
12. https://www.washingtonpost.com/world/national-security/emir-of-qatar-receives-warm-welcome-from-trump-administration-despite-presidents-earlier-criticism/2018/04/09/6ab42224-3c24-11e8-974f-aacd97698cef_story.html
13. <https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/israel-backs-saudi-arabia-confrontation-qatar>
14. *Le Monde diplomatique*, octobre 2018.
https://www.monde-diplomatique.fr/2018/10/MOUNIER_KUHN/59150
15. https://www.washingtonpost.com/world/the-uaes-ambitions-backfire-as-it-finds-itself-on-the-front-line-of-us-iran-tensions/2019/08/11/d3ee41a0-509d-11e9-bdb7-44f948cc0605_story.html
16. <https://www.state.gov/u-s-security-cooperation-with-qatar>
(30/7/2021)
17. https://www.washingtonpost.com/world/as-trump-tries-to-end-endless-wars-americas-biggest-mideast-base-is-getting-bigger/2019/08/20/47ac5854-bab4-11e9-8e83-4e6687e99814_story.html
18. https://www.researchgate.net/publication/320384878_Qatar_and_Rising_China_An_Evolving_Partnership
19. <https://www.state.gov/u-s-security-cooperation-with-qatar>
20. https://www.washingtonpost.com/world/as-trump-tries-to-end-endless-wars-americas-biggest-mideast-base-is-getting-bigger/2019/08/20/47ac5854-bab4-11e9-8e83-4e6687e99814_story.html
21. https://www.washingtonpost.com/world/as-trump-tries-to-end-endless-wars-americas-biggest-mideast-base-is-getting-bigger/2019/08/20/47ac5854-bab4-11e9-8e83-4e6687e99814_story.html
22. https://www.washingtonpost.com/world/as-trump-tries-to-end-endless-wars-americas-biggest-mideast-base-is-getting-bigger/2019/08/20/47ac5854-bab4-11e9-8e83-4e6687e99814_story.html
23. https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/schmid_benbernou_economie_course_puissance_2020.pdf
24. <https://theintercept.com/2018/08/01/rex-tillerson-qatar-saudi-nae/>
25. https://www.washingtonpost.com/world/national-security/emir-of-qatar-receives-warm-welcome-from-trump-administration-despite-presidents-earlier-criticism/2018/04/09/6ab42224-3c24-11e8-974f-aacd97698cef_story.html
26. <https://www.jpost.com/Arab-Israeli-Conflict/Egypt-Sisi-Jordans-king-say-2-state-solution-not-up-for-compromise-482203>
27. <https://www.middleeastmonitor.com/20180115-egypt-is-not-an-honest-broker-for-palestinian-reconciliation/>

28. Parmi les démarcheurs sionistes on peut citer Jeffrey Goldberg, généralement caractérisé comme un faucon libéral.
<https://militarist-monitor.org/profile/jeffrey-goldberg/>
 Il écrit : "Les alliés américains dans la région - notamment Israël, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, la Jordanie et Bahreïn - partagent tous les mêmes adversaires que les dirigeants égyptiens, à savoir : le radicalisme chiite (sous la forme du régime iranien et du Hezbollah) ; les Frères musulmans, que l'armée égyptienne réprime brutalement [...] et l'extrémisme sunnite [...]. Un Hamas faible est dans l'intérêt des États-Unis, d'Israël et, plus important encore, de l'Autorité palestinienne rivale [...]."
<https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2013-10-09/three-reasons-reducing-egypt-s-aid-is-a-mistake>
29. <https://thehill.com/business-a-lobbying/328195-egypt-bires-top-washington-lobbyists-after-us-aid-suspension>
<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/egypt-coup-regime-bires-israel-linked-washington-lobby-firm>
<https://www.cornfarmerscoalition.org/corn/GMA%20Proposal.pdf>
30. https://www.unitedagainstnucleariran.com/sites/default/files/iran_and_Palestinian_Movement_040119.pdf
31. <https://www.nytimes.com/1982/03/08/world/iran-said-to-get-large-scale-arms-from-israel-soviet-and-europeans.html>
32. <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1979/12/15/plo-now-dubious-about-iranian-revolt-it-once-bailed/d357efb0-dd77-44c4-ac07-51a436f2340b/>
33. <https://www.cairn.info/pas-de-printemps-pour-la-syrie--9782707177759-page-264.htm>
34. <https://www.lorientlejour.com/article/1262848/lombre-de-liran-plane-sur-le-conflit-entre-le-hamas-et-israel.html>
35. <https://www.al-monitor.com/originals/2014/08/turkey-tastekin-gaza-palestine-erdogan-hamas-israel-abbas.html>
36. <https://www.al-monitor.com/originals/2020/07/palestinian-hamas-iran-financial-support-israel-annexation.html>
<https://iranintl.com/en/world/iran-pledges-strong-support-palestinians-zarif-visits-syria>
37. <https://www.reuters.com/article/us-iran-israel-khamenei-idUSKBN22Y10L>
38. <https://iranintl.com/en/world/khamenei-reiterates-referendum-palestine-avoids-mention-nuclear-talks-speech>
39. <https://iranintl.com/en/world/khamenei-reiterates-referendum-palestine-avoids-mention-nuclear-talks-speech>
40. <https://iranintl.com/en/world/khamenei-reiterates-referendum-palestine-avoids-mention-nuclear-talks-speech>
41. <https://www.esiveb.org/rumeliobserver/2010/12/04/multikulti-and-the-future-of-turkish-balkan-policy/>
42. https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/18/de-la-syrie-a-la-libye-le-projet-neo-ottoman-d-erdogan_6043286_3210.html
43. <https://www.middleeastmonitor.com/20201013-saudi-arabia-saw-turkey-as-a-security-guarantor-in-2011-why-not-in-2020/>
<https://wikileaks.org/clinton-emails/emailid/10054>
44. <https://www.middleeasteye.net/fr/news/gulf-crisis-can-turkey-save-qatar-1530992747>
45. <https://www.aa.com.tr/en/energy/energy-security/president-erdogan-visits-turkey-military-base-in-qatar/14567>
46. https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/schmid_benbernou_economie_course_puissance_2020.pdf
47. <https://www.clingendael.org/pub/2021/drivers-of-turkish-qatari-relations/4-turkish-and-qatari-cooperation-on-security-and-defence/>
<https://www.atlanticcouncil.org/blogs/turkeysource/the-end-of-the-gulf-rift-may-not-signal-the-end-of-turkey-qatar-relations/>
48. <https://www.sozcu.com.tr/2019/ekonomi/savunma-sanayi-ibracati-rekor-kirdi-5371940/>
49. <https://www.middleeastmonitor.com/20171214-us-oic-declaration-may-lead-to-major-shifts-in-region/>
50. <https://www.lorientlejour.com/article/1095784/soutien-du-qatar-a-loffensive-turque-contre-des-keurdes-en-syrie.html>
51. <https://www.newdelhitimes.com/turkey-seeks-proximity-with-israel-palestine-is-screensaver/>
52. <https://abvalnews.com/turkey-palestine/turkey-palestinian-authority-security-cooperation-goes-effect>
53. <https://www.middleeastmonitor.com/20201013-saudi-arabia-saw-turkey-as-a-security-guarantor-in-2011-why-not-in-2020/>
54. <https://www.trmonitor.net/article/israel-palestine-collided-turkey-lost/>
55. <https://www.washingtonexaminer.com/policy/defense-national-security/Erdogan-pushes-for-turkey-to-oversee-jerusalem-and-provide-air-support-to-palestinians>
<https://www.washingtonexaminer.com/policy/defense-national-security/Erdogan-wants-to-deploy-anti-israel-protection-force-gaza>
56. <https://en.kremlin.ru/events/president/news/65560>
57. <https://www.aa.com.tr/en/turkey/erdogan-turkey-to-continue-jerusalem-watch-with-84-m-altogether/2244736>
58. http://french.xinhuanet.com/2021-05/17/c_139950774.htm
59. https://news.cgtv.com/news/2021-07-03/Wang-Yi-stresses-opposition-to-hegemony-calls-for-multilateralism-11_AL_yaKVeko/index.html
60. <http://www.china-embassy.org/eng/zgyw/t1111657.htm>
61. <https://www.timesofisrael.com/israel-can-be-perfect-partner-for-china-netanyahu-says/>
62. <https://www.inss.org.il/publication/chinese-investments/>
63. <https://histoiretsociete.com/2021/04/05/cuba-nest-pas-seul-par-comaguer/>
64. https://aohr.org.uk/wp-content/uploads/2020/09/Israel_service-web.pdf
65. <https://www.middleeastmonitor.com/20180128-israel-aid-cut-to-harm-security-coordination-with-pa/>
66. <https://www.mfa.gov.il/mfa/mfa-archive/2007/pages/address-by-palestinian-president-mahmoud-abbas-to-the-annapolis-conference-27-nov-2007.aspx>
67. <https://www.nytimes.com/2012/05/13/world/middleeast/palestinians-and-israelis-in-talks-to-end-hunger-strike.html>
68. <https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/mahmoud-abbas-collaboration-israeli-army-secret-police-sacred>
69. <https://www.timesofisrael.com/pa-security-forces-use-batons-to-beat-hamas-protesters-in-west-bank/>
70. <https://www.reuters.com/article/us-gulf-qatar-usa-military-idUSKBN18W277>
71. <https://thehill.com/policy/defense/336454-qatar-split-raises-problems-for-us-with-iran-isis>
72. <https://www.reuters.com/article/gulf-qatar-usa-pentagon/pentagon-says-mattis-speaks-to-qatars-defense-minister-idUKL1N1J31XF>
<https://www.al-monitor.com/originals/2017/06/qatar-crisis-trump-tweets-mediation.html>
73. <https://www.reuters.com/article/us-gulf-qatar-trump-idUSKBN18X116>
74. <https://www.reuters.com/article/us-gulf-qatar-usa-pentagon-idUSKBN18X2G2>
75. <https://www.instagram.com/p/BVBQGWtg7OI/>
<https://www.reuters.com/article/gulf-qatar-trump-emirates-idAFW1N1ID04N>
<https://www.reuters.com/article/us-gulf-qatar-sanctions-idUSKBN18Z2ZU>
76. http://french.xinhuanet.com/2021-05/17/c_139950774.htm
77. <http://www.china-embassy.org/eng/zgyw/t1111657.htm>

Les numéros précédents :



N° 25 - Mars 2019

Sommaire

Les gilets jaunes et les tâches des communistes marxistes-léninistes

Les travailleurs n'ont rien à espérer de l'état bourgeois

Union européenne, union impérialiste

Au sujet de certains aspects des révolutions russes de 1905 et 1917

Référendum en Kanaky

Solidarité avec le peuple kurde en lutte pour ses droits nationaux et démocratiques

Extraits d'un article sur la situation au Venezuela publié sur notre site



N° 26 - Septembre 2019

Sommaire

52e Congrès de la CGT

La question de la violence

L'impérialisme aujourd'hui

Le peuple kurde cible de toutes les forces réactionnaires

Les numéros précédents :



N° 27 - 1er semestre 2020

Sommaire

Le capitalisme souffre du coronavirus
Mais le fléau ultime, c'est
le capitalisme lui-même

S'organiser politiquement
en tant que prolétariat
Par la lutte et pour la lutte

Aucun "confinement"
pour la lutte de classe !

Mobilisation populaire au Chili

Bolivie:
La vanité des espoirs réformistes

Quand le mouvement marxiste-léniniste
est dans les limbes
les aberrations fleurissent

Nexhmije Hoxha
Une grande combattante
du communisme n'est plus

Hommages
à des camarades disparus



N° 28 - 1er semestre 2021

Sommaire

C'est la lutte politique au sein
de la classe ouvrière qui peut créer
les conditions de l'émergence
d'un véritable parti communiste marxiste-
léniniste

Rosa Luxemburg au sujet des syndicats

Violences policières : sortir de la confusion

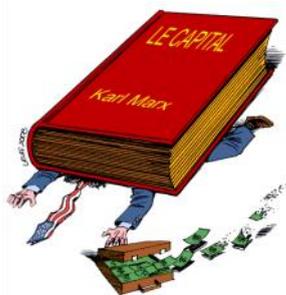
Brouiller les pistes entre "droite" et "gauche"
n'efface pas l'opposition entre bourgeoisie et
prolétariat

La classe capitaliste est confrontée à la crise éco-
nomique La classe ouvrière doit affronter le
pouvoir de la bourgeoisie

Privatisation ADP : Quand la plupart des orga-
nisations marxistes-léninistes adoptent une posi-
tion chauvine

Un point sur la situation au Chili

Pour réaliser ses intérêts réactionnaires, la Tur-
quie zigzague
au milieu des conflits interimpérialistes



Sur notre site:

<http://rocml.org/home/librairie/>
<http://rocml.org/home/marxisme/>

L'ensemble des numéros parus
à lire sur notre site:
<http://rocml.org/vdc-2/>

Dans la rubrique "Dossiers"
<http://rocml.org/dossiers>

Dossier sur le Réformisme



« Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes. Les partisans des réformes et améliorations seront dupés par les défenseurs du vieil ordre de choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes. »

(Lénine, « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », 1913)

<http://rocml.org/dossiers/dossier-reformisme/>

Dossier sur la lutte du peuple kurde



Ce dossier rassemble une série de textes du ROCML (mais pas que), éclairant la lutte du peuple kurde pour ses droits démocratiques et sur le projet d'une Syrie démocratique déjà en application en ROJAVA. Il présente notamment une interview - effectuée en février 2019 - de Cemil Bayık, membre fondateur du PKK et coprésident du conseil exécutif du Koma Civakên Kurdistan (KCK).

<http://rocml.org/dossiers/dossier-kurdes/>

Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes
roc.ml@laposte.net
<http://rocml.org/>